

CONSEIL COMMUNAL DU 23 AVRIL 2024
GEMEENTERAAD VAN 23 APRIL 2024

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Gerda Postelmans, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ;
Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemagne, Etienne Dujardin, Marie Cruysmans, Muriel Godhaird, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mckongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, Sophie Busson, Danièle Van Crombrughe-Gruloos, Hatiana Martine LUWANA, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsliden* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Carla Dejonghe, Alexia Bertrand, Cécile Vaincel, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsliden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

23.04.2024/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 26.03.2024**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 31 et 32 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 26.03.2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 26.03.2024

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsliden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de

Gemeenteraad, met name de artikels 31 en 32 ;
BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 26.03.2024 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Politique RH - HR Beleid

23.04.2024/A/0002 **CC - Conventions cadre - Stages non rémunérés - Haute Ecole Léonard de Vinci, secteur des sciences humaines et sociales/Ecoles communales - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la demande de la Haute Ecole Léonard de Vinci, secteur des sciences humaines et sociales, Voie Cardijn 10, 1348 Louvain-la-Neuve, visant l'affectation, durant l'année scolaire 2023-2024, de plusieurs étudiants, en qualité de stagiaire non rémunéré au sein de l'école du Centre, l'école du Chant d'Oiseau, l'école de Joli-Bois individualisé, l'école maternelle de Joli-Bois, l'école primaire de Joli-Bois et l'école de Stockel ;
Considérant que de tels stages sont indispensables pour les étudiants afin de leur permettre une immersion partielle dans le milieu du travail et qu'ils peuvent se révéler très enrichissants tant pour l'administration communale que pour les étudiants concernés ;

Considérant que des conventions doivent être établies entre les différents écoles communales et la Haute Ecole Léonard de Vinci, secteur des sciences humaines et sociales pour organiser des stages non rémunérés ;

Considérant que les conventions cadre sont reproductibles pour les années suivantes, pour autant qu'aucune des deux parties ne les modifie ni les dénonce avant fin février de l'année en cours ;

DECIDE d'approuver les conventions cadre entre l'école du Centre, l'école du Chant d'Oiseau, l'école de Joli-Bois individualisé, l'école maternelle de Joli-Bois, l'école primaire de Joli-Bois, l'école de Stockel et la Haute Ecole Léonard de Vinci, secteur des sciences humaines et sociales, permettant à des étudiants d'effectuer des stages non rémunérés pendant l'année scolaire 2023-2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
25 votants : 25 votes positifs.

GR - Kaderovereenkomsten - Onbetaalde stages - "Haute Ecole Léonard de Vinci", sector menswetenschappen en sociale wetenschappen/gemeentelijke Scholen - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het verzoek van de "Haute Ecole Léonard de Vinci", Voie Cardijn 10, 1348 Louvain-la-Neuve, sector menswetenschappen en sociale wetenschappen om gedurende het schooljaar 2023-2024 een aantal studenten als onbezoldigde stagiairs aan te stellen in "l'école du Centre", "l'école du Chant d'Oiseau", "l'école de Joli-Bois individualisé", "l'école maternelle de Joli-Bois", "l'école primaire de Joli-Bois" et "l'école de Stockel" ;

Overwegende dat dergelijke stages voor studenten van essentieel belang zijn om hen een gedeeltelijke onderdompeling in het werkmilieu te bieden en dat zij zeer verrijkend kunnen blijken te zijn voor zowel het gemeentebestuur als de betrokken studenten ;

Overwegende dat er overeenkomsten moeten worden gesloten tussen de verschillende gemeentelijke scholen en de "Haute Ecole Léonard de Vinci", sector menswetenschappen en sociale wetenschappen om onbezoldigde stages te organiseren ;

Overwegende dat de kaderovereenkomsten voor de volgende jaren mogen worden verlengd, op voorwaarde dat geen van de partijen de overeenkomsten vóór eind februari van het lopende jaar wijzigt of opzegt ;

BESLUIT de kaderovereenkomsten tussen "l'école du Centre", "l'école du Chant d'Oiseau", "l'école de Joli-Bois individualisé", "l'école maternelle de Joli-Bois", "l'école primaire de Joli-Bois" et "l'école de Stockel" en de "Haute Ecole Léonard de Vinci", sector menswetenschappen en sociale wetenschappen goed te keuren, waardoor leerlingen in het schooljaar 2023-2024 onbezoldigde stages mogen doen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Service juridique - Juridische dienst

23.04.2024/A/0003 **CC - Contentieux - Environnement - Vibrations et nuisances engendrées par le passage du métro sur la ligne 1 - Action en cessation du trouble excessif de voisinage à l'encontre de la S.T.I.B. - Citation - Autorisation d'ester en justice**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, en particulier son article 270 ;

Vu l'ordonnance du 17.07.1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain ;

Considérant que le passage du métro sur la ligne 1 crée des vibrations et des nuisances supportées par de nombreux riverains de Woluwe-Saint-Pierre dont l'immeuble est situé au-dessus de la ligne de métro ;

Considérant que ce type de nuisance peut être qualifié de bruit solidien ; que ce bruit résulte de la propagation dans le sol des ondes vibratoires de l'infrastructure ferroviaire aux fondations des bâtiments ; que les vibrations se propagent alors dans les bâtiments et font vibrer planchers et murs qui agissent alors comme des "haut-parleurs" ; qu'un bruit sourd, de grondement, est alors entendu au passage des rames de Métro ;

Considérant que les nuisances subies par certains riverains de la commune sont apparues depuis la mise en service des nouvelles rames du métro M 7 ;

Considérant que les mesures effectuées par Bruxelles Environnement à la suite de plaintes de riverains ont fait apparaître des dépassements des normes de bruit et de vibrations, en particulier la nuit ;

Considérant que la S.T.I.B. ne conteste nullement l'origine du trouble ;

Considérant que la mise en œuvre des mesures techniques annoncées par la S.T.I.B. lors de réunions avec les riverains n'ont pas permis de faire disparaître de manière pérenne les nuisances ;

Considérant que ces nuisances constituent un trouble important et anormal de la jouissance des biens immeubles impactés par ces vibrations et bruits ;

Considérant qu'il existe un déséquilibre entre l'exercice des droits de la propriété ; que le droit (l'obligation) de faire circuler des métros entraîne des troubles du sommeil et des vibrations délétères, quelque soit l'heure de la journée ou de la nuit ; qu'une atteinte à la santé causée par l'exercice du droit de la propriété du fonds voisin (fût-ce une ligne de métro) consiste en un déséquilibre ;

Vu la délibération du Conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert du 20.11.2023

autorisant le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice devant les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire contre la S.T.I.B. et la Région de Bruxelles-Capitale en vue de demander la désignation d'un expert judiciaire chargé d'analyser l'impact du bruit solidien sur les riverains dans le dossier relatif aux nuisances du bruit du métro sur la ligne 1 ;

Considérant que parallèlement à la demande de désignation d'un expert chargé d'objectiver ces troubles excessifs et leurs causes, une action en trouble excessif du voisinage va être introduite à l'encontre de la S.T.I.B. par les riverains des communes de Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre ainsi que par la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt communal de se joindre également à la procédure afin qu'il soit mis fin au trouble excessif de voisinage rompant l'équilibre entre l'exercice des droits de propriété ;

Considérant que les frais d'avocats pour la procédure seront mutualisés avec la Commune de Woluwe-Saint-Lambert et répartis à concurrence de 25 % pour la Commune de Woluwe-Saint-Pierre et 75 % pour la Commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Entend l'intervention de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;

DECIDE :

1. d'autoriser la commune à introduire à l'encontre de la S.T.I.B., une citation devant la justice de paix visant la cessation du trouble excessif de voisinage dû au passage du métro sur la ligne 1 ;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

25 votants : 25 votes positifs.

GR - Geschillen - Leefmilieu - Trillingen en overlast veroorzaakt door de doortocht van de metro op lijn 1 - Vorderingen tot staking van de overmatige buurtverstoring tegen de M.I.V.B. - Dagvaarding - Toestemming om in rechte op te treden

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, in het bijzonder artikel 270 ;

Gelet op de ordonnantie van 17.07.1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving ;

Overwegende dat de doortocht van de metro op lijn 1 trillingen en overlast veroorzaakt waar veel inwoners van Sint-Pieters-Woluwe last van hebben wiens eigendom zich boven de metrolijn bevindt ;

Overwegende dat dit type overlast kan worden omschreven als contactgeluid ; dat dit geluid het gevolg is van de verspreiding in de grond van trillingsgolven van de spoorweginfrastructuur naar de funderingen van de gebouwen ; dat de trillingen zich vervolgens verspreiden in de gebouwen en de vloeren en muren doen trillen, die vervolgens als "luidsprekers" fungeren ; dat er vervolgens een dof, rommelend geluid te horen is wanneer de metrostellen passeren ;

Overwegende dat de overlast die sommige buurtbewoners van de gemeente ondervinden, is ontstaan sinds de ingebruikname van de nieuwe M7-metrostellen ;

Overwegende dat metingen uitgevoerd door Leefmilieu Brussel na klachten van buurtbewoners hebben aangetoond dat de geluids- en trillingsnormen werden overschreden, vooral 's nachts ;

Overwegende dat de M.I.V.B. op geen enkele manier de oorsprong van de storing

betwist ;

Overwegende dat de uitvoering van de technische maatregelen die door de M.I.V.B. werden aangekondigd tijdens vergaderingen met buurtbewoners het niet mogelijk hebben gemaakt om de overlast op een permanente basis weg te werken ;

Overwegende dat deze overlast een aanzienlijke en abnormale verstoring vormt van het genot van de onroerende goederen die door deze trillingen en dit lawaai worden getroffen ;

Overwegende dat er sprake is van een verstoring van het evenwicht tussen de uitoefening van de eigendomsrechten ; dat het recht (de verplichting) om metrostellen te laten rijden slaapstoornissen en schadelijke trillingen veroorzaakt, ongeacht het tijdstip van de dag of de nacht ; dat schade aan de gezondheid veroorzaakt door de uitoefening van eigendomsrechten op naburige grond (zelfs als het een metrolijn betreft) een verstoring van het evenwicht vormt ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe van 20.11.2023 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd wordt om de M.I.V.B. en het Brussels Hoofdstedelijk-Gewest voor de hoven en rechtbanken van de gerechtelijke orde te dagen met het oog op de aanstelling van een gerechtelijk deskundige voor de analyse van de impact van het contactgeluid op de buurtbewoners in het dossier betreffende de geluidshinder van de metro op lijn 1 ;

Overwegende dat, parallel met het verzoek tot aanstelling van een deskundige om deze buitensporige hinder en de oorzaken ervan te objectiveren, een vordering wegens overmatige buurtverstoring zal worden ingesteld tegen de M.I.V.B. door de buurtbewoners van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe alsook door de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe ;

Overwegende dat het ook in het belang van de gemeente is om zich in de procedure te voegen om een einde te maken aan de overmatige buurtverstoring, die het evenwicht tussen de uitoefening van eigendomsrechten verstoort ;

Overwegende dat de advocaatkosten voor de procedure gedeeld zullen worden met de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en opgesplitst zullen worden in 25 % voor de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en 75 % voor de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe ;
Hooft de tussenkomst van Mevr. Cathy VAESSEN, gemeenteraadslid ;

BESLUIT :

1. de gemeente te machtigen om bij de vrederechter een vordering in te stellen tegen de M.I.V.B. om een einde te maken aan de overmatige buurtverstoring die wordt veroorzaakt door de doortocht van de metro op lijn 1 ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Etienne Dujardin entre en séance / treedt in zitting.

Jonathan de Patoul entre en séance / treedt in zitting.

Juliette Siaens-Mahieu entre en séance / treedt in zitting.

Voirie - Wegennet

23.04.2024/A/0004 **CC - Voirie - Convention de gestion du matériel d'analyse de trafic sur le territoire de la Zone de Police 5343 Montgomery - Approbation**

LE CONSEIL,

Considérant que la Zone de Police 5343 met à disposition du service Espace Public de la commune de Woluwe-Saint-Pierre du matériel d'analyse de trafic ;

Considérant qu'il est nécessaire de définir les rôles de la commune de Woluwe-Saint-Pierre et de la Zone de Police 5343 Montgomery pour la gestion des appareils de contrôle indicatif et d'analyse de vitesse ;

Vu le projet de convention en annexe ;

Considérant que cette convention établit clairement les responsabilités et obligations de chaque partie, tout en définissant les modalités de communication et de collaboration pour assurer le bon fonctionnement de ces dispositifs ;

Considérant que cette coopération pourrait également déboucher sur l'achat par la Zone de Police de matériel qui sera également mis à disposition de la commune ;

DECIDE :

1. de conclure avec la Zone de Police 5343 Montgomery une convention relative à la gestion du matériel d'analyse de trafic sur le territoire de Woluwe-Saint-Pierre ;
2. d'approuver à cet effet le texte de la convention de gestion ci-annexé.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Wegen - Beheerovereenkomst van de verkeersanalyseapparatuur op het grondgebied van de Politiezone 5343 Montgomery - Goedkeuring

DE RAAD,

Overwegende dat Politiezone 5343 de dienst Openbare Ruimte van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voorziet van apparatuur voor verkeersanalyse ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de rol van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en Politiezone 5343 Montgomery te bepalen voor het beheer van de apparatuur voor indicatieve snelheidscontrole en -analyse ;

Gelet op het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst ;

Overwegende dat deze overeenkomst duidelijk de verantwoordelijkheden en verplichtingen van elke partij vastlegt en tegelijkertijd de modaliteiten voor communicatie en samenwerking definieert om een soepele werking van deze systemen te garanderen ;

Overwegende dat deze samenwerking ook kan leiden tot de aankoop door de Politiezone van uitrusting die ook ter beschikking van de gemeente zal worden gesteld ;

BESLUIT :

1. een overeenkomst te sluiten met Politiezone 5343 Montgomery met betrekking tot het beheer van apparatuur voor verkeersanalyse op het grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe ;
2. daartoe de tekst van de bijgevoegde beheerovereenkomst goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

23.04.2024/A/0005 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et**

fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Exercice 2024

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.06.2022, paru au Moniteur belge le 07.07.2022 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

GR - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23.06.2022, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 07.07.2022 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 140.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 140.000,00 EUR.

De Raad neemt kennis.

23.04.2024/A/0006

CC - Assurances diverses - Marché de services - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Exercices 2025 à 2028

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;
Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
Considérant qu'il y a lieu de lancer un nouveau marché d'assurances pour couvrir l'ensemble de ces risques au cours des années 2025 à 2028 ;
Vu, dans le cadre dudit marché n° 2025.001/P4//2025->2028.O/JUR.HE-GG, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant global de 2.124.500,00 EUR, toutes taxes comprises, pour une durée de quatre ans, ainsi que l'avis du marché ;
Considérant que les crédits nécessaires en matière d'assurance "Accidents du travail" relèvent des articles 0500/117-01//092 et 1010/117-01//092 du service ordinaire des budgets des exercices 2025 à 2028 ;
Considérant que les crédits nécessaires en matière d'assurance "Responsabilité civile" relèvent de l'article 0500/124-08//092 du service ordinaire des budgets des exercices 2025 à 2028 ;
Considérant que les crédits nécessaires en matière d'assurance "Incendie et périls connexes", "Responsabilité civile", "Tous risques informatiques et autres", "Valeurs" et "Tous risques objets d'art" relèvent de l'article 0500/124-08//092 du service ordinaire du budget des exercices 2025 à 2028 ;
Considérant que les crédits nécessaires en matière d'assurance "Véhicules automoteurs" relèvent de l'article 0500/127-08//092 du service ordinaire des budgets des exercices 2025 à 2028 ;
Considérant que les crédits nécessaires feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription aux articles appropriés du service ordinaire du budget des exercices 2025 à 2028 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;
DECIDE, dans le cadre du marché n° 2025.001/P4//2025->2028.O/JUR.HE-GG relatif aux assurances diverses, sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires aux articles appropriés du service ordinaire du budget des exercices 2025 à 2028 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure ouverte en application de l'article 36 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant global de 2.124.500,00 EUR, toutes taxes comprises, pour une durée de 4 ans, ainsi que l'avis de marché.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

GR - Diverse verzekeringen - Opdracht voor diensten - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Dienstjaren 2025 tot 2028

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 alinea 1 en 234 § 1 ;
Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 36 ;
Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Overwegende dat het noodzakelijk is een nieuwe verzekeringsopdracht voor al deze risico's te lanceren ;
Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2025.001/P4//2025->2028.O/JUR.HE-GG, het bestek, de inventaris, de raming ten bedrage van 2.124.500,00 EUR, alle belastingen inbegrepen voor een periode van 4 jaren, en de aankondiging van opdracht ;
Overwegende dat de nodige kredieten voor de "Arbeidsongevallenverzekering" onder de artikelen 0500/117-01//092 en 1010/117-01//092 van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2025 tem 2028 vallen ;
Overwegende dat de nodige kredieten voor de "Burgerlijke Aansprakelijkheidverzekering" onder artikel 0500/124-08//092 van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2025 tem 2028 vallen ;
Overwegende dat de nodige kredieten voor de verzekeringen "Brand en verwante risico's", "Burgerlijke Aansprakelijkheid verzekering", "Alle informatica en andere risico's", "Waarden", "Alle risico's kunstvoorwerpen" onder artikel 0500/124-08//092 van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2025 t.e.m. 2028 vallen ;
Overwegende dat de nodige kredieten voor de "Voertuigen verzekering" onder artikel 0500/127-08//092 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2025 t.e.m. 2028 vallen ;
Overwegende dat de nodige kredieten het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad van inschrijving op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2025 tem 2028 en aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid voor te leggen ;
BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2025.001/P4//2025->2028.O/JUR.HE-GG betreffende diverse verzekeringen en onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2025 t.e.m. 2028 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

1. als plaatsingsprocedure, de openbare procedure te kiezen in toepassing van het artikel 36 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de inventaris, de raming ten bedrage van 2.124.500,00 EUR, alle belastingen inbegrepen voor een periode van 4 jaren, en de aankondiging van opdracht goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

23.04.2024/A/0007 **CC - Club de hockey l'Ombrage - Renouvellement du terrain de hockey - Engagements formels et approbation des tarifs - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Considérant que des subsides ont été demandés dans le cadre de l'appel à projets pour les infrastructures sportives communales, proposé par le Service Public Régional de Bruxelles ;

Considérant que le présent projet a été retenu par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par arrêté pour un montant total de subside fixé à 280.000,00 EUR ;

Considérant que des conditions doivent être respectées pour l'octroi de ce subside, et en particulier des engagements formels à prendre ;

Considérant que la commune doit s'engager à assurer l'entretien des projets

subsidés réalisés dans le cadre du marché n° 2024.065/A//2024.E031.02/SPORT.AR-ML de l'exercice 2024 relatif au renouvellement du terrain de hockey du Club de l'Ombrage, et ce pendant 5 ans à compter de la réception provisoire ;

Considérant que la commune doit s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens subsidiés durant une période de 20 ans à compter de la réception provisoire ;

Considérant que, pour l'obtention du taux majoré de subside de 70 %, la commune doit s'engager à mettre en place, dès l'exploitation du terrain de hockey, d'un tarif harmonisé à l'ensemble des utilisateurs bruxellois ;

DECIDE :

1. de s'engager à assurer l'entretien du terrain de hockey du Club de l'Ombrage pendant 5 ans à compter de la réception provisoire ;
2. de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation des biens subsidiés durant une période de 20 ans à compter de la réception provisoire ;
3. d'approuver la mise en place, dès l'exploitation du terrain, d'un tarif harmonisé à l'ensemble des utilisateurs bruxellois.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Hockeyclub Ombrage - Vervanging van het hockeyveld - Formele verbintenissen en goedkeuring van tarieven - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Overwegende dat subsidies werden aangevraagd in het kader van het projectoproep voor gemeentelijke sportinfrastructuur van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel ;

Overwegende dat onderhavig project geselecteerd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering door brief voor een totaalbedrag van de subsidie vastgesteld op 280.000,00 EUR ;

Overwegende dat voor de toekenning van deze subsidie voorwaarden moeten worden vervuld, en in het bijzonder formele verbintenissen genomen dienen te worden ;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om het onderhoud van de gesubsidieerde projecten te garanderen uitgevoerd in het kader van opdracht nr. 2024.065/A//2024.E031.02/SPORT.AR-ML van het dienstjaar 2024 betreffende de vervanging van het hockeyveld Ombrage, gedurende 5 jaar vanaf de voorlopige oplevering ;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om het gebruik van de gesubsidieerde goederen niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen gedurende 20 jaren vanaf de voorlopige oplevering ;

Overwegende dat, om het verhoogde subsidiepercentage van 70 % te verkrijgen, de gemeente zich ertoe moet verbinden om, zodra het hockeyveld in gebruik wordt genomen, een geharmoniseerd tarief voor alle gebruikers in Brussel in te voeren ;

BESLUIT :

1. zich ertoe te verbinden om het het hockeyveld Ombrage te onderhouden gedurende 5 jaar vanaf de voorlopige oplevering ;
2. zich ertoe te verbinden om het gebruik van de gesubsidieerde goederen niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen gedurende 20 jaren vanaf de voorlopige oplevering ;
3. de invoering goed te keuren, zodra het hockeyveld in gebruik wordt genomen, van een geharmoniseerd tarief voor alle gebruikers in Brussel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

CC - Enseignement primaire - Ecole néerlandophone de Stockel - Installation d'un escalier de secours - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27.03.2024 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2024

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.03.2024 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, portant, choix de la procédure de passation, fixation des conditions et attribution du marché n° 2024.081/A//2024.E073.01/BAT.DVO-TC de l'exercice 2024 de travaux urgents et imprévisibles relatif à l'installation d'un escalier de secours à l'école néerlandophone de Stockel au cours de l'année 2024 ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.03.2024, prises en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2024.081/A//2024.E073.01/BAT.DVO-TC de l'exercice 2024 de travaux urgents et imprévisibles relatif à l'installation d'un escalier de secours à l'école néerlandophone de Stockel au cours de l'année 2024, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27.03.2024 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 27.488,00 EUR, hors T.V.A., soit 29.137,28 EUR, T.V.A. de 6 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 35.000,00 EUR à l'article 7220/724-60//081 (travail 073.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et, d'autre part, l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 35.000,00 EUR à l'article 7220/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et de prévoir, lors de la prochaine modification budgétaire, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Lager onderwijs - Nederlandstalige school van Stokkel - Installatie van een

noodtrap - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 lid 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.03.2024 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 lid 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 lid 2 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.03.2024 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 lid 2, in het kader van de opdracht nr. 2024.081/A//2024.E073.01/BAT.DVO-TC van het dienstjaar 2024 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de installatie van een noodtrap in de Nederlandstalige lagere school van Stokkel, op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure, vaststelling van de voorwaarden en gunning ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.03.2024, genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 234, § 2, 236 en 249 § 1 lid 2, en besluit in het bijzonder als procedure voor de gunning van opdracht nr. 2024.081/A//2024.E073.01/BAT.DVO-TC van het dienstjaar 2024 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de installatie van een noodtrap in de Nederlandstalige lagere school van Stokkel, de procedure van beperkte waarde te kiezen in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27.03.2024 in toepassing van artikel 249 § 1 lid 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 27.488,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 29.137,28 EUR, .T.W. van 6 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 35.000,00 EUR op het artikel 7220/724-60//081 (werk 073.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 35.000,00 EUR op het artikel 7220/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de volgende begrotingswijziging te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

CC - Patrimoine privé - Enseignement primaire - École communale de Joli-Bois - Sécurité - Remplacement des chaudières - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercice 2024

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1er, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement des chaudières de l'École communale de Joli-Bois au cours de l'année 2024 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2024.094/A//2024.E052/TS.BS-ADW de l'exercice 2024, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 169.500,00 EUR, hors T.V.A., soit 179.670,00 EUR, T.V.A. de 6 % comprise, et l'avis de marché ;

Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, sont inscrits aux articles 7220/724-60//081 (travail 052) et 7220/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2024.094/A//2024.E052/TS.BS-ADW de l'exercice 2024 relatif au remplacement des chaudières de l'École communale de Joli-Bois au cours de l'année 2024 :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1er, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 169.500,00 EUR, hors T.V.A., soit 179.670,00 EUR, T.V.A. de 6 % comprise, et l'avis de marché ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Privé patrimonium - Lager onderwijs - Gemeenteschool van Mooi-Bos - Veiligheid - Vervanging van de verwarmingsketels - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de

algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de vervanging van de verwarmingsketels van de Gemeenteschool van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2024 ;
Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2024.094/A//2024.E052/TS.BS-ADW van het dienstjaar 2024, op het bestek, de samenvattende opmeting, de raming ten bedrage van 169.500,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 179.670,00 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen, en de aankondiging van de opdracht ;
Overwegende dat de nodige kredieten, respectievelijk in uitgaven en ontvangsten, ingeschreven zijn op artikels 7220/724-60//081 (werk 052) en 7220/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 ;
BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2024.094/A//2024.E052/TS.BS-ADW van het dienstjaar 2024 betreffende de vervanging van de verwarmingsketels van de Gemeenteschool van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2024 :

1. als plaatsingsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de samenvattende opmeting, de raming ten bedrage van 169.500,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 179.670,00 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen, en de aankondiging van de opdracht goed te keuren ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Environnement & Développement durable - Milieu & Duurzame ontwikkeling

23.04.2024/A/0010 **CC - Environnement et Développement Durable - Projet "PURE CITIES" - Convention entre la S.P.R.L. AIRSCAN et la Commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la collaboration entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la S.R.L. AIRSCAN depuis 2021 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04.03.2021 portant, notamment, attribution du marché n° 2021.042/P2//2021->2023.O/INF.OL-FV relatif à la Mesure de la qualité de l'air au cours des années 2021-2022, à la S.P.R.L. AIRSCAN, rue d'Accolay 15, 1000 Bruxelles, B.C.E. 0715.953.238, par voie de procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

Vu le placement de 4 stations de mesure de la qualité de l'air en juin 2021 par AIRSCAN dans le cadre du projet Smartcities dans les lieux suivants : la place des Maïeurs, le parvis des Franciscains, en face du Sportcity, sur la place Dumon ;

Vu que ces stations de mesure fournissent depuis plus d'un an des données sur les polluants provenant du trafic, de la combustion, des poussières et activités industrielles ;

Considérant que le service Environnement-Développement Durable a été contacté par AIRSCAN pour poursuivre les mesures de la qualité de l'air pour une période d'un an à partir de janvier 2024 dans le cadre du projet "PURE CITIES" ;

Considérant que le projet "PURE CITIES" est porté par AIRSCAN en collaboration avec la Commune ;

Considérant qu'aucune autre station ne sera installée mais que ce projet couvre le financement de 3 stations qui seront donc situées aux endroits suivants : la place des Maïeurs, le parvis des Franciscains et sur la place Dumon ;

Considérant que l'objectif du projet "PURE CITIES" est de mieux connaître et comprendre l'évolution de la qualité de l'air et d'informer les citoyens ;

Considérant que les actions qui touchent directement ou indirectement à la qualité de l'air sont inscrites dans le Plan climat communal approuvé par le Conseil Communal du 27.06.2023 ;

Considérant qu'une plateforme en ligne de modélisation de la qualité de l'air sera disponible via un lien internet publié sur le site de la commune ainsi que sur le site durable.woluwe1150.be ;

Considérant qu'un rapport mensuel sera fourni par AIRSCAN à la Commune et transmis via le service Environnement-Développement Durable ;

Considérant que la convention règle les modalités de collaboration entre AIRSCAN et la Commune dans le cadre du Projet en vue de l'amélioration de la qualité de l'air extérieur au sein des communes et précise notamment : les engagements des Parties, le déroulement de la collaboration et du Projet, le traitement des données collectées ;

DECIDE d'approuver et de signer la convention ci-annexée à intervenir entre la S.P.R.L. AIRSCAN et la commune de Woluwe-Saint-Pierre afin de fixer les rôles de chacun et d'enregistrer la mise à disposition de la commune par AIRSCAN :

- des 3 stations de mesures situées dans les lieux suivants : la place des Maïeurs, le parvis des Franciscains, sur la place Dumon ;
- de la plateforme en ligne de modélisation de la qualité de l'air sur tout le territoire communal disponible à partir du site internet de la commune ;
- d'un rapport mensuel des données de la qualité de l'air de Woluwe-Saint-Pierre.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling - "PURE CITIES"-project - Overeenkomst tussen B.V.B.A. AIRSCAN en de Gemeente van Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de samenwerking tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de B.V.B.A. AIRSCAN sinds 2021 ;

Gelet op de beraadsliging van de College van Burgemeester en Schepenen van 04.03.2021 betreffende, met name, de gunning van de opdracht nr. 2021.042/P2//2021->2023.O/INF.OL-FV met betrekking tot het meten van de luchtkwaliteit gedurende de jaren 2021-2022, aan de B.V.B.A. AIRSCAN, Accolaystraat 15, 1000 Brussel, K.B.O. 0715.953.238, door middel van een procedure van beperkte waarde overeenkomstig de artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

Gelet op de installatie van 4 meetstations voor de luchtkwaliteit in juni 2021 door AIRSCAN in het kader van het project Smartcities op de volgende locaties : Meiersplein, Fransiskanenvoorplein, tegenover Sportcity, Dumonplein ;

Overwegende dat deze meetstations al meer dan een jaar gegevens leveren over verontreinigende stoffen afkomstig van verkeer, verbranding, stof en industriële activiteiten ;

Overwegende dat de dienst Leefmilieu-Duurzame Ontwikkeling door AIRSCAN werd gecontacteerd om de metingen van de luchtkwaliteit voort te zetten voor een periode van één jaar vanaf januari 2024 in het kader van het "PURE CITIES"-project ;

Overwegende dat het "PURE CITIES"-project wordt geleid door AIRSCAN in samenwerking met de gemeente ;

Overwegende dat er geen andere stations zullen worden geïnstalleerd, maar dat dit project de financiering dekt van 3 stations die zich dus op de volgende plaatsen zullen bevinden : Meiersplein, Fransiskanenvoorplein, Dumonplein ;

Overwegende dat het doel van het "PURE CITIES"-project is de kennis van en het inzicht in veranderingen in de luchtkwaliteit te verbeteren en de burgers te informeren ;

Overwegende dat de acties die direct of indirect van invloed zijn op de luchtkwaliteit zijn opgenomen in het gemeentelijk klimaatplan dat op 27 juni 2023 door de Gemeenteraad werd goedgekeurd ;

Overwegende dat een online platform voor het modelleren van de luchtkwaliteit beschikbaar zal zijn op een internetlijn die gepubliceerd wordt op de website van de gemeente en op de website durable.woluwe1150.be ;

Overwegende dat AIRSCAN maandelijks verslag uitbrengt aan de gemeente en dit via de dienst Leefmilieu-Duurzame Ontwikkeling ;

Overwegende dat de overeenkomst de samenwerkingsmodaliteiten regelt tussen AIRSCAN en de Gemeente in het kader van het Project met het oog op de verbetering van de kwaliteit van de buitenlucht in de gemeenten en meer bepaald : de verbintenissen van de Partijen, het verloop van de samenwerking en van het Project, de verwerking van de verzamelde gegevens ;

BESLUIT de bijgevoegde overeenkomst tussen de B.V.B.A. AIRSCAN en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren en te ondertekenen teneinde de rol van elke partij vast te leggen en de terbeschikkingstelling van de volgende zaken aan gemeente door AIRSCAN vast te leggen :

- 3 meetstations gelegen op de volgende plaatsen : Meiersplein, Fransiskanenvoorplein, Dumonplein ;
- het online platform voor het modelleren van de luchtkwaliteit voor de hele gemeente, beschikbaar op de website van de gemeente ;
- een maandelijks rapport met gegevens over de luchtkwaliteit in Sint-Pieters-Woluwe.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Informatique - Informatica

23.04.2024/A/0011 **CC - Fourniture de matériels et logiciels du catalogue Fortinet, maintenance de l'existant, recours au support sur site (Shared Support) et services de consultance y afférents - Marché de fournitures - Adhésion à la centrale d'achat du Forem - Exercices 2024 à 2029**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 4 et 236 ;

Vu la loi du 17.06.2016 relative aux marchés publics, et notamment l'article 47 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu le mail du Forem du 23.03.2024 envoyé au responsable IT de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, informant d'un prochain marché public portant sur la fourniture

de matériels et logiciels du catalogue Fortinet, la maintenance de l'existant, le recours au support sur site (Shared Support), ainsi que les services de consultance y afférents ;
Considérant qu'un pouvoir adjudicateur peut acquérir, en ce qui concerne des travaux, des fournitures et/ou des services, des activités d'achats centralisées d'une centrale d'achat telles que visés à l'article 2, 7°, b) ;

Considérant que l'article 47 § 2, de la loi du 17.06.2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu la proposition du Forem d'agir en tant que centrale d'achat, et donc de nous permettre d'y adhérer afin de nous réserver la possibilité d'acquérir ledit matériel - sans obligation de commande cependant - pour les 5 années à venir ;

Considérant que les firewalls actuels devront être remplacés dans les années à venir, et qu'il paraît donc judicieux de profiter de cette opportunité ;

Considérant que l'adhésion à la centrale d'achat nécessite la signature de la convention ci-jointe, à leur renvoyer signée et complétée pour le vendredi 17.05.2024 ;

DECIDE :

1. d'adhérer à ladite centrale d'achat mise en place par le Forem dans le cadre du marché public du Forem portant sur la fourniture de matériels et logiciels du catalogue Fortinet, la maintenance de l'existant, le recours au support sur site (Shared Support), ainsi que les services de consultance y afférents, au cours des années 2024 à 2029 ;
2. de transmettre la convention d'adhésion signée à ladite centrale pour le 17.05.2024 au plus tard.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Levering van hardware en software uit de Fortinet-catalogus, onderhoud van bestaande apparatuur, gebruik van ondersteuning ter plaatse (Shared Support) en bijbehorende consultancydiensten - Opdracht voor leveringen - Aansluiting tot de aankoopcentrale "Forem" - Dienstjaren 2024 tot 2029

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 234 § 4 en 236 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016 inzake overheidsopdrachten, en met name artikel 47 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de e-mail van de "Forem" van 23.03.2024, gericht aan de IT-verantwoordelijke van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, waarin melding wordt gemaakt van een toekomstige overheidsopdracht voor de levering van hardware en software uit de Fortinet-catalogus, het onderhoud van bestaande apparatuur, het gebruik van ondersteuning ter plaatse (Shared Support), alsmede de bijbehorende consultancydiensten ;

Overwegende dat een aanbestedende overheid gebruik kan maken, wat de werken, leveringen en/of diensten betreft, van de in artikel 2, 7°, b) bedoelde gecentraliseerde aankoopactiviteiten van een aankoopcentrale ;

Gelet op artikel 47 § 2 van de wet van 17.06.2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren ;

Gelet op het voorstel van de "Forem" om op te treden als aankoopcentrale en ons

daarom toe te laten om ons de mogelijkheid te bieden om de genoemde apparatuur - echter zonder bestelverplichting - voor de komende 5 jaar aan te schaffen ;
Overwegende dat de huidige firewalls in de komende jaren vervangen zullen moeten worden, lijkt het verstandig om van deze gelegenheid gebruik te maken ;
Overwegende dat de toetreding tot de aankoopcentrale de ondertekening van de bijgevoegde overeenkomst vereist, die uiterlijk op vrijdag 17.05.2024 ondertekend aan hen moet worden teruggestuurd ;
BESLUIT :

1. toe te treden tot de bovengenoemde door de "Forem" opgerichte aankoopcentrale in het kader van de overheidsopdracht van de Forem voor de levering van hardware en software uit de Fortinet-catalogus, onderhoud van bestaande apparatuur, het gebruik van ondersteuning ter plaatse (Shared Support) en de bijbehorende consultancydiensten gedurende de jaren 2024 tot en met 2029 ;
2. de ondertekende aansluitingsovereenkomst uiterlijk op 17.05.2024 door te sturen naar de bovengenoemde centrale.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

23.04.2024/A/0012 **CC - C.P.A.S. - Conseil de l'Action Sociale du 27.03.2024 - Modification budgétaire n° 1 - Exercice 2024 - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des Centres Publics d'Actions Sociale, telle que modifiée, notamment l'article 88 ;

Vu la modification n° 1 du budget de l'exercice 2024 du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 27.03.2024 ;

Considérant que la dotation communale, après cette modification budgétaire reste inchangée, ce qui donne une dotation communale de 10.696.380,00 EUR ;

Considérant que le subside communal extraordinaire d'investissement pour l'année 2024 reste à 556.814,37 EUR en modification budgétaire n° 1 de 2024 ;

Entend l'intervention de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

DECIDE d'approuver la modification n° 1 du budget de l'exercice 2024 du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre arrêtée comme suit par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 27.03.2024 :

RECETTES : 37.282.900,17 EUR

DEPENSES : 37.282.900,17 EUR

SOLDE : 0,00 EUR

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 21 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Willem Draps, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird, Juliette Siaens-Mahieu.

GR - O.C.M.W. - Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 27.03.2024 - Begrotingswijziging nr. 1 - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, zoals gewijzigd, met name artikel 88 ;

Gelet op de wijziging nr. 1 van de begroting van het dienstjaar 2024 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe afgesloten door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 27.03.2024 ;

Overwegende dat de gemeentelijke toewijzing na deze begrotingswijziging ongewijzigd blijft, waardoor de gemeentelijke toewijzing 10.696.380,00 EUR bedraagt ;

Overwegende dat de buitengewone gemeentelijke investeringssubsidie voor het jaar 2024 blijft op het bedrag van 556.814,37 EUR in begrotingswijziging nr. 1 van 2024 ;

Hoort de tussenkomst van Mevr. Anne-Charlotte d'URSEL, gemeenteraadslid ;

BESLUIT de wijziging nr. 1 van de begroting van het dienstjaar 2024 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe als volgt afgesloten door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 27.03.2024 goed te keuren :

ONTVANGSTEN : 37.282.900,17 EUR

UITGAVEN : 37.282.900,17 EUR

SALDO : 0,00 EUR

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 21 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Onthoudingen : Willem Draps, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Tanguy Verheyen, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird, Juliette Siaens-Mahieu.

23.04.2024/A/0013 **CC - A.S.B.L. VITAMOMES - Exercice d'activité 2022 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. VITAMOMES pour l'exercice d'activité 2022 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2022 de

l'A.S.B.L. VITAMOMES :

1. compte d'exploitation générale 2022 :	
charges :	66.805,21 EUR
produits :	59.422,78 EUR
résultat négatif :	7.382,43 EUR
2. bilan 2022 :	
actif-passif :	16.742,74 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "VITAMOMES" - Dienstjaar 2022 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "VITAMOMES" voor het dienstjaar 2022 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2022 van de V.Z.W. "VITAMOMES" :

1. algemene exploitatierekening 2022 :	
lasten :	66.805,21 EUR
opbrengsten :	59.422,78 EUR
nadelig saldo :	7.382,43 EUR
2. balans 2022 :	
actief-passief :	16.742,74 EUR

De Raad neemt akte.

23.04.2024/A/0014 **CC - A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE" - Exercice d'activité 2022 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE" pour l'exercice d'activité 2022 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite association ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2022 de l'A.S.B.L. "VRIENDENKRING VAN DE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE" :

1. compte d'exploitation générale 2022 :	
charges :	10.900,13 EUR
produits :	10.173,94 EUR
perte :	-726,19 EUR
2. bilan 2022 :	
actif-passif :	1.696,47 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. VRIENDENKRING VAN DE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE - Dienstjaar 2022 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de door de V.Z.W. VRIENDENKRING VAN DE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE voor het dienstjaar 2022 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2022 van de V.Z.W. VRIENDENKRING VAN DE MUZIEKACADEMIE VAN SINT-PIETERS-WOLUWE :

1. algemene exploitatierekening 2022 :	
lasten :	10.900,13 EUR
opbrengsten :	10.173,94 EUR
verlies :	-726,19 EUR
2. balans 2022 :	
actief-passief :	1.696,47 EUR

De Raad neemt akte.

Taxes - Belastingen

23.04.2024/A/0015 CC - Règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés ou inoccupés - Modification

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés ou inoccupés, voté par le Conseil communal en séance du 17.12.2019, devenu obligatoire en date du 23.12.2019, applicable pour la période du 01.01.2020 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 et le 17.12.2019 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §

4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les immeubles inachevés ou inoccupés visés par le présent règlement-taxe de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que les immeubles pour lesquels sont entrepris des démarches et des actes qui visent à mettre fin à l'inoccupation ou l'inachèvement, tels que l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme ou l'exécution de travaux, doivent être encouragés ; que ces immeubles doivent dès lors être exonérés ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés ou inoccupés :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.05.2024 au 31.12.2025, une taxe communale annuelle sur les immeubles inachevés ou inoccupés.

Est considéré comme immeuble inachevé, tout immeuble dont la construction ou la transformation est interrompue pendant plus d'un an au sens de l'article 101 § 1^{er} du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire.

Est considéré comme immeuble partiellement ou totalement inoccupé, tout immeuble ou partie d'immeuble bâti qui n'est pas effectivement occupé ou exploité de manière conforme à sa destination depuis plus de 6 mois.

Par "destination", il faut entendre la destination de l'immeuble ou de la partie d'immeuble indiquée dans le permis d'urbanisme ou, à défaut d'un tel permis ou de précision dans le permis, l'affectation qui se détermine au moyen de toute preuve ou de toute présomption.

Article 2.-

La taxe relative aux immeubles inachevés ou inoccupés est perçue par voie de rôle.

TAUX

Article 3.-

Le taux annuel de la taxe est fixé à :

- pour le premier exercice au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe :
300,00 EUR par mètre courant ou fraction de mètre courant de façade à rue, pour chaque niveau, à l'exception des caves, des sous-sols et des greniers non aménagés ;
- pour le deuxième exercice au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe :
500,00 EUR par mètre courant ou fraction de mètre courant de façade à rue, pour chaque niveau, à l'exception des caves, des sous-sols et des greniers non aménagés ;
- pour le troisième exercice ou les exercices ultérieurs au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe :
750,00 EUR par mètre courant ou fraction de mètre courant de façade à rue, pour chaque niveau, à l'exception des caves, des sous-sols et des greniers non

aménagés.

Les constructions inachevées, limitées aux fondations, seront considérées comme constituant un niveau à part entière.

Article 4.-

Le montant de la taxe est doublé lorsqu'une ou plusieurs enseignes et/ou un ou plusieurs dispositifs publicitaires sont apposés sur le bien immobilier visé par la taxe.

Article 5.-

Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la façade à front de rue la plus longue.

Lorsque l'immeuble ne touche à aucune rue, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la façade la plus longue.

Les immeubles situés partiellement sur le territoire de la commune ne sont taxés que pour la partie située sur ce territoire.

Article 6.-

Lorsque la taxe porte sur un immeuble partiellement inoccupé, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la partie de façade à rue qui est inoccupée, multiplié par le nombre de niveaux présentant un état d'inoccupation.

Lorsque la partie d'immeuble inoccupé touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la partie de façade à front de rue la plus longue.

Lorsque la partie d'immeuble inoccupé ne touche à aucune rue, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la partie de façade la plus longue.

Article 7.-

Les taux de la taxe sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'imposition en cours sont calculés selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice

indice de base

Le taux de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-taxe.

L'indice de base est l'indice de novembre 2022.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur d'un euro.

Article 8.-

La date de la notification du constat prévu à l'article 11 détermine l'exercice d'imposition pour lequel la taxe est due.

La taxe est due en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années. Il n'est accordé aucune remise ou restitution, pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, en cas d'aliénation ou de transfert de la propriété d'un immeuble dont la taxe a été payée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours.

CONTRIBUABLE

Article 9.-

La taxe est due par le propriétaire (personne physique ou morale) de l'immeuble ou partie de l'immeuble répondant aux définitions de l'article 1.

Article 10.-

La taxe peut être recouvrée, en cas d'emphytéose ou de superficie, sur les biens de l'emphytéote et du superficiaire.

La taxe peut être recouvrée, en cas d'usufruit, sur les biens du nu-propriétaire et de l'usufruitier.

La taxe peut être recouvrée, en cas de copropriété, sur les biens de tous les copropriétaires à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

CONSTAT

Article 11.-

L'état d'inachèvement ou d'inoccupation de tout ou partie d'un immeuble fait l'objet d'un constat dressé par un agent communal habilité à cette fin.

Sans préjudice de tout autre signe démontrant son état d'inachèvement ou d'inoccupation sera présumé inachevé ou inoccupé l'immeuble ou la partie d'immeuble bâti pour lequel :

- le parachèvement n'est pas terminé dans un délai de 1 an à dater de la péremption du permis d'urbanisme selon les dispositions de l'article 101 § 1er du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;
- aucune personne physique n'est inscrite dans les registres de la population pendant une période d'au moins 6 mois consécutifs ;
- aucune personne physique n'est recensée en qualité d'occupant d'une seconde résidence pendant une période d'au moins 6 mois consécutifs ;
- aucune personne physique ou morale n'est inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises pendant une période d'au moins 6 mois consécutifs ;
- l'accès à l'immeuble est bloqué ou impossible ;
- un manque de raccordements aux équipements utilitaires est manifeste ;
- la consommation des équipements utilitaires est tellement basse que l'utilisation de l'immeuble conformément à sa fonction initiale peut être exclue ;
- l'affichage "à louer" ou "à vendre" est présent depuis plus de 6 mois.

Article 12.-

L'Administration communale notifie, par lettre recommandée à la poste, une copie de ce constat au domicile ou au siège social du contribuable, ainsi qu'une copie du présent règlement-taxe et un formulaire de déclaration qui doit être dûment complété, daté, signé et renvoyé par le contribuable conformément à l'article 15 du présent règlement-taxe.

Si le contribuable a des observations à faire à l'encontre de ce constat, il doit le faire dans une lettre qui doit accompagner ladite déclaration.

Article 13.-

Lorsque le domicile ou le siège social du contribuable n'est pas connu par l'autorité communale, la notification prévue à l'article 12 sera valablement opérée par l'affichage d'un avis sur la porte de l'entrée principale du bien concerné.

Sur cet avis seront mentionnés :

- la date du passage et celle de l'affichage ;
- l'identification précise du service communal auprès duquel il lui est loisible de retirer les documents énumérés à l'alinéa précédent ;
- des extraits du règlement-taxe (taux et contribuable).

EXONERATIONS

Article 14.-

Sont exonérés de la taxe :

- les immeubles dont l'état d'inachèvement ou d'inoccupation résulte d'un cas de force majeure ;
- les immeubles situés dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal ;
- les immeubles qui font l'objet d'une demande de permis d'urbanisme, sur présentation de l'accusé de réception du dossier complet de ladite demande de permis.

DECLARATION

Article 15.-

L'Administration communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration

que celui-ci est tenu de renvoyer dûment complété, daté et signé, au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Le contribuable qui n'a pas reçu le formulaire est tenu d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 16.-

L'absence de déclaration dans les délais prévus à l'article 15 du présent règlement-taxe ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée visés à l'alinéa 2 si, au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées de 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

RECOUVREMENT

Article 17.-

La taxe est payable dans les 2 mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement intégral de la taxe dans le délai imparti, une sommation de payer la taxe due est envoyée au contribuable par recommandé.

Les frais de l'envoi recommandé sont à charge du redevable ou du codébitéur.

Article 18.-

Il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

Article 19.-

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal par la remise d'un extrait du rôle mentionnant la date d'exécutoire de ce rôle et d'une copie de l'avertissement-extrait de rôle.

RECLAMATIONS

Article 20.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Article 21.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Article 22.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 23.-

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant.

Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

Article 24.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision dans les délais visés à l'article 23 ouvre le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause.

Article 25.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 et pour tout ce qui ne serait pas réglé par le présent règlement, les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code, pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus, ainsi que les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale sont applicables aux taxes communales.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Belastingreglement betreffende de onvoltooide of leegstaande gebouwen - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de onvoltooide, leegstaande of duidelijk verwaarloosde gebouwen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 17.12.2019, verbindend geworden op datum van 23.12.2019, toepasselijk voor de periode van 01.01.2020 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 en op 17.12.2019 ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van

belastingen ontleent aan artikel 170 § 4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de basissen en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften ;

Overwegende dat de Gemeenteraad het nuttig heeft geoordeeld de door dit belastingreglement beoogde onvoltooide of leegstaande gebouwen te belasten teneinde zich aanvullende inkomsten te verschaffen ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waaraan de gemeente het hoofd dient te bieden ;

Overwegende dat de gebouwen voor dewelke stappen en handelingen met als oogmerk het beëindigen van de staat van onvoltooiing of leegstand werden ondernomen zoals het aanvragen van een stedenbouwkundige vergunning, het uitvoeren van werken, aangemoedigd dienen te worden en dan ook van een vrijstelling dienen te genieten ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT de belastingreglement betreffende de onvoltooide of leegstaande gebouwen als volgt te wijzigen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.05.2024 tot 31.12.2025, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de onvoltooide of leegstaande gebouwen.

Wordt beschouwd als onvoltooid gebouw, elk gebouw waarvan de bouw of de verbouwing onderbroken wordt tijdens meer dan een jaar in de zin van artikel 101 § 1 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening.

Wordt beschouwd als gedeeltelijk of volledig leegstaand gebouw, elk gebouw of gedeelte van een gebouw dat niet effectief bewoond of uitgebaat wordt conform de bestemming ervan sinds meer dan 6 maanden.

Met "bestemming", bedoelt men de bestemming van een gebouw of gedeelte ervan, vermeld in de stedenbouwkundige vergunning of, bij gebrek aan een dergelijke vergunning of precisering in de vergunning, de bestemming die vastgesteld wordt door middel van elk bewijs of elk vermoeden.

Artikel 2.-

De belasting betreffende de onvoltooide of leegstaande gebouwen wordt ingevorderd door middel van een kohier.

BEDRAG

Artikel 3.-

De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op :

- voor het eerste dienstjaar voor hetwelk het gebouw aan de belasting onderworpen is :
300,00 EUR per lopende meter of gedeelte van lopende meter gevellengte langs de straat, voor ieder niveau, met uitzondering van de kelders, de ondergrondse verdiepingen en de niet ingerichte zolders ;
- voor het tweede dienstjaar voor hetwelk het gebouw aan de belasting onderworpen is :
500,00 EUR per lopende meter of gedeelte van lopende meter gevellengte langs de straat, voor ieder niveau, met uitzondering van de kelders, de ondergrondse

- verdiepingen en de niet ingerichte zolders ;
- voor het derde dienstjaar en volgende dienstjaren voor hetwelk het gebouw aan de belasting onderworpen is :
750,00 EUR per lopende meter of gedeelte van lopende meter gevellengte langs de straat, voor ieder niveau, met uitzondering van de kelders, de ondergrondse verdiepingen en de niet ingerichte zolders.

De onvoltooide bouwwerken, beperkt tot de funderingen, zullen als een volledig niveau beschouwd worden.

Artikel 4.-

Het bedrag van de belasting wordt verdubbeld wanneer één of meerdere uithangborden en/of één of meerdere reclamevoorzieningen aangebracht zijn op het onroerend goed waarop de belasting betrekking heeft.

Artikel 5.-

Wanneer het gebouw aan twee of meerdere straten paalt, is de basis van de berekening van de belasting het aantal lopende meter van de langste gevel aan de straat.

Wanneer het gebouw niet aan een straat paalt, is de basis van de berekening van de belasting het aantal lopende meter van de grootste gevel.

De bouwwerken die gedeeltelijk op het grondgebied van de gemeente gelegen zijn worden enkel belast voor de gedeelten die op dit grondgebied gelegen zijn.

Artikel 6.-

Wanneer de belasting een gedeeltelijk leegstaand gebouw betreft, is de basis van de rekening van de belasting het aantal lopende meter van de gedeeltelijke gevel langs de straat die leegstaande is, vermenigvuldigd met het aantal niveaus in leegstaande staat.

Wanneer het gebouw aan twee of meerdere straten paalt, is de basis van de berekening van de belasting het aantal lopende meter van de langste gevel aan de straat.

Wanneer het gebouw niet aan een straat paalt, is de basis van de berekening van de belasting het aantal lopende meter van de grootste gevel.

Artikel 7.-

De aanslagvoeten van de belasting worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende aanslagjaar worden berekend volgens de volgende formule :

basisaanslagvoet x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

De basisaanslagvoet is het initiële bedrag dat in onderhavig belastingreglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor november 2022.

De nieuwe index is de index voor november van het jaar voorafgaand aan het aanslagjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van één euro.

Artikel 8.-

De datum van de betekening van de vaststelling voorzien in artikel 11 bepaalt het aanslagjaar voor hetwelk de belasting verschuldigd is.

De belasting is verschuldigd in haar geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar. Er wordt in geen geval vermindering of terugbetaling toegestaan.

Nochtans zal er in geval van vervreemding of van overdracht van eigendom van het goed waarvoor de belasting werd betaald, geen nieuwe belasting geïnd worden voor het lopende dienstjaar.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 9.-

De belasting is verschuldigd door de eigenaar (natuurlijke of rechtspersoon) van het

gebouw of gedeelte van gebouw overeenkomend met de beschrijvingen van artikel 1.

Artikel 10.-

In geval van erfpacht of van opstal, mag de belasting ingevorderd worden op de bezittingen van de erfpachter en de opstalhouder.

In geval van vruchtgebruik, mag de belasting ingevorderd worden op de bezittingen van de blote eigenaar en de vruchtgebruiker.

In geval van mede-eigendom, mag de belasting ingevorderd worden op de bezittingen van alle mede-eigenaars tot het bedrag van hun aandeel in het mede-eigendom.

VASTSTELLING

Artikel 11.-

De staat van onvoltooiing of van leegstand van het geheel of van het gedeelte van een gebouw, maakt het onderwerp uit van een vaststelling opgemaakt door een hiervoor bevoegde gemeentebeambte.

Ongeacht elk ander teken van staat van onvoltooiing of leegstand, zal beschouwd worden als onvoltooid of leegstaand, het gebouwde goed of gedeelte hiervan voor hetwelk :

- de voltooiing niet teneinde is binnen een termijn van 1 jaar vanaf de verjaring van de stedenbouwkundige vergunning volgens de bepalingen van artikel 101 § 1 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening ;
- geen enkele fysieke persoon ingeschreven is in de bevolkingsregisters gedurende een periode van ten minste 6 opeenvolgende maanden ;
- geen enkele fysieke persoon als bewoner van een tweede verblijf geïnventariseerd is gedurende een periode van ten minste 6 opeenvolgende maanden ;
- geen enkele fysieke of rechtspersoon ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen voor een periode van ten minste 6 opeenvolgende maanden ;
- de toegang tot het gebouw geblokkeerd of onmogelijk is ;
- het ontbreken van aansluitingen op nutsvoorzieningen duidelijk is ;
- een verbruik van de nutsvoorzieningen dermate laag is dat het gebruik van het gebouw overeenkomstig de oorspronkelijke functie ervan kan worden uitgesloten ;
- het aanplakken "te huur" of "te koop" sinds meer dan 6 maanden aanwezig is.

Artikel 12.-

Het Gemeentebestuur betekent, per aangetekende brief per post, een kopie van deze vaststelling naar het adres of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige, evenals een kopie van het huidige belastingreglement en een aangifte die behoorlijk ingevuld, ondertekend en teruggestuurd dient te worden overeenkomstig artikel 15 van het huidige belastingreglement.

Indien de belastingplichtige aanmerkingen heeft op deze vaststelling moet hij deze kenbaar maken per brief, die de aangifte moet vergezellen.

Artikel 13.-

Wanneer het adres of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige niet gekend is door het Gemeentebestuur, zal de in het artikel 12 voorziene betekening op rechtsgeldige wijze geschieden door het aanplakken van een bericht op de hoofdingang van het betrokken goed.

Op dit bericht zullen vermeld worden :

- de datum van het verlijden en van het aanplakken ;
- de juiste identificatie van de gemeentelijke dienst waarbij het mogelijk is de in vorige alinea vermelde documenten te verkrijgen ;
- de uittreksels van het belastingreglement (aanslagvoet en belastingplichtige).

VRIJSTELLINGEN

Artikel 14.-

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de gebouwen waarvan de staat van onvoltooiing of leegstand te wijten is aan een geval van overmacht ;
- de gebouwen gelegen binnen de omtrek van een onteigeningsplan goedgekeurd door een koninklijk besluit ;
- de gebouwen die het onderwerp uitmaken van een aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning mits het voorleggen van het bericht van ontvangst van het volledige dossier van voornoemde aanvraag.

AANGIFTE

Artikel 15.-

Het Gemeentebestuur richt een aangifteformulier aan de belastingplichtige, dat hij, naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend, moet terugsturen vóór 31 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet er een aanvragen. Alle belastingplichtige is er in ieder geval toe gehouden de voor de aanslag noodzakelijke elementen uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum spontaan bij de administratie aan te geven. De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 16.-

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 15 bepaalde termijn of onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens tot ambtshalve belastingheffing over te gaan, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen voor deze procedure, de elementen waarop de belasting wordt gebaseerd, de wijze waarop deze elementen worden bepaald en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen.

De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangevoerde elementen bewijzen.

Het Gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve heffing op basis van de elementen waarop de inkohiering gevestigd is, zoals omschreven in paragraaf 2, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd 100 % van het verschuldigde of geraamde verschuldigd recht.

INVORDERING

Artikel 17.-

De belasting moet worden betaald binnen 2 maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting binnen de toegekende termijn, wordt de belastingplichtige per aangetekende brief gedagvaard om de verschuldigde belasting te betalen.

De kosten van de aangetekende zending zijn ten laste van de schuldenaar of medeschuldenaar.

Artikel 18.-

De bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing.

Artikel 19.-

In geval van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijnen wordt een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op verzoek van de Gemeenteontvanger door de overhandiging van een uittreksel uit het kohier met vermelding van de datum van

uitvoerbaarverklaring van dit kohier en een kopie van het aanslagbiljet.

BEZWAREN

Artikel 20.-

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden aan het College van Burgemeester en Schepenen en, op straffe van verval, moet worden ingediend binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Het moet ondertekend en gemotiveerd worden door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in het bezwaar.

Artikel 21.-

Een ontvangstmelding wordt gestuurd aan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 22.-

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

Het College van Burgemeester en Schepenen of elke persoon die het heeft aangesteld deelt aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Deze mededeling geschiedt ten minste 15 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger aan het College van Burgemeester en Schepenen of de persoon die het heeft aangesteld, schriftelijk en ten minste 7 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting bevestigd worden.

Artikel 23.-

Binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, het College van Burgemeester en Schepenen doet uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing.

Deze termijn wordt met 3 maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd.

De beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger.

Deze brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn en vormen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen is onherroepelijk wanneer het beroep niet tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld.

Artikel 24.-

Tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 23 bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het Hof van Beroep kan cassatieberoep worden ingesteld.

De vormen, de termijnen en de procedure voor deze beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 25.-

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 03.04.2014 en voor alle aangelegenheden die niet door deze verordening worden geregeld, zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikels 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dit Wetboek, voor zover zij niet specifiek betrekking hebben op de inkomstenbelastingen, alsook de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het

Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of naar alle andere gewestelijke bepalingen met betrekking tot de lokale belastingen, van toepassing op de gemeentelijke belastingen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

23.04.2024/A/0016 **CC - Règlement-redevance relatif aux prestations directes aux secteurs privé et public - Modification**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif aux prestations directes aux secteurs privé et public, voté par le Conseil communal en séance du 17.12.2019, devenu obligatoire en date du 23.12.2019 applicable pour la période du 01.01.2020 au 31.12.2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer ses dépenses ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-redevance relatif aux prestations directes aux secteurs privé et public :

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.05.2024 au 31.12.2025, une redevance communale pour les prestations directes aux secteurs privé et public.

Article 2.-

Les services rendus aux autorités publiques, aux particuliers et aux entreprises, dans le cadre du présent règlement-redevance, dans la mesure où la délivrance et l'utilisation de documents faisant l'objet d'une redevance ne sont contraires à aucune disposition légale, donnent lieu au paiement à l'Administration communale des redevances fixées ci-après :

1. Extraits des registres de population délivré à toute personne ou tout organisme privé ou public en vertu de l'arrêté royal du 16.07.1992 : 10,00 EUR ;
2. Copies d'archives d'urbanisme envoyées par mail : 30,00 EUR par permis
3. Copies d'archives d'urbanisme délivrées au guichet sur support papier :
format A4 : 0,50 EUR ;
format A3 : 1,00 EUR ;
format A2, A1 ou A0 : 20,00 EUR ;
4. Recherches généalogiques ou autres, par heure : 30,00 EUR ;
Toute fraction d'heure est comptée pour une unité.
5. Constitution de dossiers de demande d'ouverture d'un débit de boissons, d'un restaurant, d'un snack, d'un cercle privé ou tout autre établissement assimilé : 74,00 EUR ;
6. Documents photographiques délivrés soit aux particuliers, soit aux entreprises, à l'exception des compagnies d'assurances dans le cadre des accidents de la circulation :
par document photographique : 35,00 EUR ;
7. Frais de dossiers relatifs à l'introduction dans l'application Osiris d'une demande de chantier sur le territoire de la commune par le gestionnaire de voirie à la demande d'une entreprise : 30,00 EUR.

Article 3.-

Les tarifs de la redevance sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume.

Ceux de l'exercice d'application en cours sont calculés selon la formule suivante :

tarif de base x nouvel indice

indice de base

Le tarif de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-redevance.

L'indice de base est l'indice de novembre 2022.

Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'application.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur de 10 cents.

Article 4.-

La redevance est due par celui qui sollicite le service.

Article 5.-

La redevance est payable entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 6.-

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par toute voie de droit.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GR - Retributiereglement betreffende de rechtstreekse diensten aan de privé- en de openbare sector - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement betreffende de rechtstreekse diensten aan de privé- en de openbare sector, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 17.12.2019, verbindend geworden op datum van 23.12.2019, toepasselijk voor de periode van 01.01.2020 tot 31.12.2025 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om haar uitgaven te verzekeren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende de rechtstreekse diensten aan de privé- en de openbare sector als volgt te wijzigen :

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 01.05.2024 tot 31.12.2025, een gemeentelijke retributie geheven op de rechtstreekse diensten aan de privé- en de openbare sector.

Artikel 2.-

De diensten verleend aan de openbare overheden, aan de particulieren en aan de ondernemingen, in het kader van onderhavig retributiereglement, geven aanleiding tot de betaling van volgende retributies aan het Gemeentebestuur, voor zover de afgifte en het gebruik van documenten die het voorwerp uitmaken van een retributie met geen enkele wetsbepaling strijdig zijn :

1. Uittreksels van bevolkingsregisters afgegeven aan ieder persoon of ieder privé- of openbaar organisme krachtens het koninklijk besluit van 16.07.1992 : 10,00 EUR ;
2. Afschriften van stedenbouwkundige archieven verzonden per mail : 30,00 EUR

- per vergunning ;
3. Afschriften van stedenbouwkundige archieven afgegeven aan het loket op papier :
formaat A4 : 0,50 EUR ;
formaat A3 : 1,00 EUR ;
formaat A2, A1 of A0 : 20,00 EUR ;
 4. Stamboom- of andere opzoekingen, per uur : 30,00 EUR ;
Ieder begonnen uur wordt volledig aangerekend.
 5. Aanleg van dossiers voor de aanvraag van opening van een drankgelegenheid, van een restaurant, van een snack, van een privé-club of iedere andere gelijkgestelde instelling : 74,00 EUR ;
 6. Fotografische documenten afgegeven hetzij aan particulieren, hetzij aan ondernemingen, met uitzondering van de verzekeringsondernemingen in het kader van verkeersongevallen :
per fotografisch document : 35,00 EUR ;
 7. Dossierkosten betreffende het invoeren van een verfaanvraag op het grondgebied van de gemeente door de wegbeheerder op vraag van een onderneming in het toepassingsprogramma Osiris : 30,00 EUR.

Artikel 3.-

De tarieven van de retributie wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijs van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende toepassingsjaar wordt berekend volgens de volgende formule :

basistarief x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

Het basistarief is het initiële bedrag dat in onderhavig retributiereglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor november 2022.

De nieuwe index is de index voor november van het jaar voorafgaand aan het toepassingsjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van 10 cent.

Artikel 4.-

De retributie is verschuldigd door degene die de dienst aanvraagt.

Artikel 5.-

De retributie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 6.-

Bij gebrek aan betaling geschiedt de invordering ervan langs elke gerechtelijke weg.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

23.04.2024/A/0017 **GR - Nederlandstalig kunstonderwijs - Academie voor muziek, woord en dans - Gastleraar - Kaderovereenkomst - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 09.03.2018 betreffende deeltijds kunstonderwijs, met name hoofdstuk 5 Personeels- en werkmiddelen, onderafdeling 2 Aanwending van de omkadering onderwijzend personeel, artikel 73 § 3 ;

Gelet op de omzendbrief DKO/2018/04 van 31.05.2018 betreffende Omkaderingsberekening en personeelsformatie in het deeltijds kunstonderwijs, met name hoofdstuk 2.5 betreffende gastleraren ;
Gelet op de omzendbrief DKO/2018/01 van 08.10.2018 betreffende Jaarlijkse inlichtingen - schoolbeheer en verificatie deeltijds kunstonderwijs, met name hoofdstuk 3.4 betreffende Krediet gastleraren ;
Overwegende dat de gemeente een subsidie ontvangt van de Vlaamse Overheid en dat er geen extra financiering van de gemeente wordt gevraagd ;
Overwegende dat de subsidie 73,61 EUR per lestijd bedraagt en dit bedrag doorberekend wordt aan de Gastleraar ;
Overwegende dat het totaalbedrag van de subsidie 3.091,61 EUR bedraagt ;
Overwegende dat een kaderovereenkomst "Huur van diensten" opgesteld moet worden om een Gastleraar aan te stellen en te verlonen op basis van facturen ;
BESLUIT de kaderovereenkomst "Huur van diensten" om een Gastleraar aan te stellen, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Marie Cruysmans entre en séance / treedt in zitting.

Le dossier ci-après, inscrit initialement en point 3 de l'ordre du jour, étant relatif au même sujet que l'interpellation intitulée "La Flandre n'interdira pas les vols de nuits" de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal,
le Conseil communal décide en séance de modifier l'ordre du jour initial et de traiter conjointement les deux dossiers suivants relatifs au même sujet.

Aangezien het hierna vermelde dossier, dat aanvankelijk was opgenomen onder punt 3 van de agenda, betrekking heeft op hetzelfde onderwerp als de interpellatie "La Flandre n'interdira pas les vols de nuits" ("Vlaanderen zal de nachtvluchten niet verbieden") van Dhr. Jonathan de PATOUL, gemeenteraadslid, heeft de Gemeenteraad tijdens de zitting besloten de oorspronkelijke agenda te wijzigen en de volgende twee punten over hetzelfde onderwerp samen te behandelen.

Service juridique - Juridische dienst

23.04.2024/A/0018 **CC - Contentieux - Environnement - Nuisances liées au survol aérien de la commune par les avions - Renouvellement du permis d'environnement délivré par la Région flamande autorisant l'exploitation de l'aéroport par Brussels Airport Company - Autorisation d'ester en justice - Recours - Autorisation**

LE CONSEIL,

Vu le permis d'environnement délivré par la Région flamande visant l'exploitation de l'aéroport avec renouvellement du permis pour les pistes situées à 1930 Zaventem, 1820 Steenokkerzeel, 1830 Machelen et 3070 Kortenberg, Brussels Airport ;
Considérant que le permis octroyé ne rencontre ni les demandes énoncées par la commune de Woluwe-Saint-Pierre dans l'avis déposé sur le portail électronique de la Région flamande à l'occasion de l'enquête publique organisée dans le cadre de la demande de renouvellement du permis d'environnement de l'aéroport, ni les demandes

des Wolusanpétrusiens ;

Considérant qu'à la lecture de celui-ci, il apparaît que les conditions d'octroi du permis ne sont pas suffisamment motivées ;

Considérant que le permis minimise les nuisances sonores en ce qu'il considère que celles-ci sont suffisamment réduites pour être jugées acceptables ;

Considérant que le rapport d'incidences environnementales est incomplet en ce qu'il ne comporte pas d'examen complet des alternatives proposées et que les motifs de rejet de la réclamation introduite par la commune ne sont pas suffisamment motivés ;

Considérant que l'avis du G.O.V.C. (gewestelijke omgevingsvergunningscommissie) suivi dans le permis, méconnaît l'article 40 de la Constitution en ce qu'il considère que ce n'est pas la Région flamande qui a été condamnée par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 27.05.1999 mais l'Etat belge ;

Considérant que l'avis du G.O.V.C. (gewestelijke omgevingsvergunningscommissie) suivi dans le permis méconnaît l'article 36ter, § 4 du Décret flamand sur la conservation de la nature en ce qu'il fonde son argumentation sur un avis de l'"Agentschap Natuur en Bos" qui est laconique et caduque dans sa motivation ;

Considérant que le permis n'a pas entièrement suivi l'avis du G.O.V.C. (gewestelijke omgevingsvergunningscommissie) concernant le principe dit du "minder hinder", principe imposant certaines conditions permettant de minimiser les nuisances ; que les conditions imposées dans le permis en sont dès lors fortement affaiblies ;

Considérant qu'il relève de l'intérêt communal qu'un permis ayant de telles répercussions sur le quotidien des riverains de la commune soit suffisamment motivé et réponde aux principes généraux de bonne administration ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04.04.2024 prenant acte du permis d'environnement délivré par la Région flamande visant l'exploitation de l'aéroport avec renouvellement du permis pour les pistes situées à 1930 Zaventem, 1820 Steenokkerzeel, 1830 Machelen et 3070 Kortenberg, Brussels Airport et décidant de proposer au Conseil communal, à sa prochaine séance, d'introduire un recours en suspension et/ou annulation auprès du Conseil flamand à l'encontre dudit permis d'environnement délivré par la Région flamande ;

Considérant qu'en conférence des Bourgmestres du 10.04.2024, il a été acté que tant la Région de Bruxelles-Capitale que les 19 communes bruxelloises allaient introduire un recours en annulation à l'encontre dudit permis d'environnement délivré par la Région flamande et que les coûts liés aux frais d'avocat seraient mutualisés ;

Entend les interventions de M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, M. Jonathan de PATOUL, M. Georges DALLEMAGNE, Mme Anne-Charlotte d'URSEL, Mme Sophie BUSSON, M. Michel NAETS, conseillers communaux, M. Helmut DE VOS, échevin, Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal, M. Antoine BERTRAND, échevin, et M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal ;

PREND ACTE du permis d'environnement délivré par la Région flamande visant l'exploitation de l'aéroport avec renouvellement du permis pour les pistes situées à 1930 Zaventem, 1820 Steenokkerzeel, 1830 Machelen et 3070 Kortenberg, Brussels Airport ;

DECIDE d'autoriser la commune à introduire un recours en annulation à l'encontre du permis d'environnement délivré par la Région flamande et, le cas échéant, d'épuiser toutes autres voies de recours à l'encontre dudit permis.

Le Conseil prend acte et approuve le projet de délibération.

29 votants : 28 votes positifs, 1 vote négatif.

Non : Helmut De Vos.

GR - Geschillen - Leefmilieu - Overlast van vliegtuigen die over de gemeente vliegen - Hernieuwing van de omgevingsvergunning afgeleverd door het Vlaamse

Gewest die de uitbating van de luchthaven door Brussels Airport Company toelaat -Toestemming om in rechte op te treden - Beroep - Machtiging

DE RAAD,

Gelet op de omgevingsvergunning afgeleverd door het Vlaamse Gewest voor de uitbating van de luchthaven met vernieuwing van de vergunning voor de banen gelegen te 1930 Zaventem, 1820 Steenokkerzeel, 1830 Machelen en 3070 Kortenberg, Brussels Airport ;

Overwegende dat de verleende vergunning niet beantwoordt aan de verzoeken die door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zijn geformuleerd in het advies dat is neergelegd op de elektronische portaalsite van het Vlaamse Gewest naar aanleiding van het openbaar onderzoek dat werd georganiseerd in het kader van de aanvraag tot vernieuwing van de omgevingsvergunning van de luchthaven, noch aan de verzoeken van de inwoners van Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat bij lezing blijkt dat de voorwaarden voor het verlenen van de vergunning onvoldoende zijn gemotiveerd ;

Overwegende dat de vergunning de geluidsoverlast minimaliseert, in die zin dat deze voldoende laag wordt geacht om aanvaardbaar te worden geacht ;

Overwegende dat het milieueffectrapport onvolledig is omdat het geen volledig onderzoek van de voorgestelde alternatieven bevat en dat de redenen voor de afwijzing van de door de gemeente ingediende klacht onvoldoende zijn gemotiveerd ;

Overwegende dat het advies van de G.O.V.C. (gewestelijke omgevingsvergunningscommissie) gevolgd in de vergunning in strijd is met artikel 40 van de Grondwet voor zover het van oordeel is dat niet het Vlaamse Gewest werd veroordeeld door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27.05.1999 maar de Belgische Staat ;

Overwegende dat het in de vergunning gevolgde advies van de G.O.V.C. (gewestelijke omgevingsvergunningscommissie) in strijd is met artikel 36ter, § 4 van het Vlaams decreet op het natuurbehoud doordat het zich baseert op een advies van het Agentschap Natuur en Bos dat laconiek en verouderd is gemotiveerd ;

Overwegende dat in de vergunning het advies van de G.O.V.C. (gewestelijke omgevingsvergunningscommissie) met betrekking tot het zogenaamde "minder hinder"-principe, een principe dat bepaalde voorwaarden stelt om hinder te minimaliseren, niet volledig is gevolgd ; dat de in de vergunning gestelde voorwaarden daarom aanzienlijk zijn afgezwakt ;

Overwegende dat het in het gemeentelijk belang is dat een vergunning met dergelijke gevolgen voor het dagelijks leven van buurtbewoners voldoende wordt gemotiveerd en voldoet aan de algemene beginselen van goed bestuur ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeesters van 04.04.2024 waarbij akte genomen wordt van de omgevingsvergunning afgeleverd door het Vlaamse Gewest voor de uitbating van de luchthaven met vernieuwing van de vergunning voor de banen gelegen te 1930 Zaventem, 1820 Steenokkerzeel, 1830 Machelen en 3070 Kortenberg, Brussels Airport en besloten wordt om aan de Gemeenteraad, op zijn eerstvolgende vergadering voor te stellen, een beroep tot schorsing en/of vernietiging in te stellen bij de Vlaamse Raad tegen voormelde omgevingsvergunning afgeleverd door het Vlaamse Gewest ;

Overwegende dat op de conferentie van de Burgemeesters van 10.04.2024 werd overeengekomen dat zowel het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als de 19 Brusselse gemeenten een beroep tot nietigverklaring zouden instellen tegen de genoemde omgevingsvergunning afgeleverd door het Vlaams Gewest en dat de kosten verbonden aan de advocaatkosten zouden worden gedeeld ;

Hoort de tussenkomsten van Dhr. Benoit CERXEHE, burgemeester, Dhr. Jonathan de PATOUL, Dhr. Georges DALLEMAGNE, Mevr. Anne-Charlotte d'URSEL, Mevr. Sophie BUSSON, Dhr. Michel NAETS, gemeenteraadsleden, Dhr. Helmut DE VOS,

schepen, Mevr. Cathy VAESSEN, gemeenteraadslid, Dhr. Antoine BERTRAND, schepen, en Dhr. Tanguy VERHEYEN, gemeenteraadslid ;
NEEMT AKTE van de door het Vlaamse Gewest afgeleverde omgevingsvergunning voor de uitbating van de luchthaven met vernieuwing van de vergunning voor de banen gelegen te 1930 Zaventem, 1820 Steenokkerzeel, 1830 Machelen en 3070 Kortenberg, Brussels Airport ;
BESLUIT de gemeente te machtigen een beroep tot nietigverklaring tegen de door het Vlaamse Gewest afgeleverde omgevingsvergunning in te stellen en, in voorkomend geval, alle andere rechtsmiddelen tegen de genoemde vergunning uit te putten.

De Raad neemt akte en keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

Nee : Helmut De Vos.

Interpellations - Interpellaties

23.04.2024/A/0019 **CC - Interpellation - "La Flandre n'interdira pas les vols de nuit" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "La Flandre n'interdira pas les vols de nuit"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

Le dossier du survol a continué d'empoisonner la vie de nombreux wolusampétruens au cours de ces dernières années.

Les partis de la Vivaldi sont manifestement incapables de s'entendre pour faire évoluer positivement la situation. Ce survol intempestif porte atteinte de manière illégale et disproportionnée à nos droits fondamentaux, principalement le droit à la santé et à un environnement sain. L'arrêté du Ministre Didier GOSUIN (DéFI) constitue encore aujourd'hui et fort heureusement, presque 23 ans après son adoption, la seule arme légale pour lutter contre les nuisances sonores liées au survol aérien abusif en Région bruxelloise.

Monsieur le Bourgmestre, il y a un an j'écrivais ceci dans le woluMag "il m'apparaît évident que la question du survol n'est pas seulement une question environnementale ou de justice, mais est également éminemment communautaire. Des partis néerlandophones comme l'Open-VLD ou la NVA refusent catégoriquement de toucher à tout ce qu'ils considèrent relever du développement économique de l'aéroport. Ainsi, nous, Bruxellois survolés, n'existons pas à leurs yeux. N'opposons pas l'économique à la santé, des solutions existent".

Surprise (ou pas), le 29 mars dernier la presse titrait "La Flandre n'interdira pas les vols de nuit à l'aéroport de Bruxelles" et on apprenait que Madame DEMIR de la NVA accordait un permis d'environnement à durée indéterminée... Monsieur ONGENA, Le président des libéraux flamands estime même, lui, que les conditions d'exploitation associées au nouveau permis sont trop... restrictives. Je peux vous dire que nos concitoyens apprécieront.

Monsieur le Bourgmestre, la commune ira telle en recours contre ce permis qui nie complètement les réalités de l'ensemble des communes bruxelloises et de la

périphérie subissant les nuisances répétées de l'aéroport ? Pour DÉFI, c'est une évidence, il faut y aller !" ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, dans la cadre du dossier inscrit à l'ordre du jour de la présente séance en point n° 18, relatif au même sujet :

"Vous savez qu'on avait lancé un grand appel à mobilisation dans le cadre de l'enquête publique du permis d'environnement. Enquête dont on peut regretter qu'elle ait eu lieu pendant les vacances de Noël, avec aussi des difficultés, le site n'étant qu'en néerlandais. Quoi qu'il en soit, on a été la commune bruxelloise et même la commune de Belgique qui a introduit le plus de réclamations. Notre population s'est très fortement mobilisée et on peut le comprendre puisque malgré toutes les actions judiciaires que nous avons entamées, et mes prédécesseurs également, on reste aujourd'hui la commune la plus survolée de la région bruxelloise, tant en décollage avec près de 40% d'entre-deux qu'en atterrissages dont on a vu le nombre doubler ces dernières années. Et vous avez combien les avions en atterrissage survolent notre commune à très basse altitude, et je pense aux quartiers de Joli-Bois, Sainte-Alix, et Stockel.

Cette mobilisation a été un grand succès. Je rappelle que nous demandions, dans la cadre de ce permis, le plafonnement à 220.000 mouvements par an, nous sommes aujourd'hui à 213.000. On demandait qu'on ait enfin des nuits calmes partout de 22h00 à 7h00. Et on demandait qu'on interdise le survol par les avions les plus anciens. Ces 3 revendications étaient partagées par les 18 autres communes bruxelloises et aussi le monde associatif.

La commission environnementale qui était chargée de conseiller Madame Demir a rendu un avis qui faisait quand même une certaine ouverture, notamment concernant les vols de nuit le week-end. Malheureusement, la Ministre n'a pas du tout suivi cet avis puisque, je vous rappelle qu'on demandait 220.000 mouvements, dans le permis elle en autorise jusqu'à 240.000. En ce qui concerne la nuit, c'est vraiment des cacahuètes puisqu'elle propose d'ici quelques années l'interdiction des vols pendant le week-end, entre 1h et 5h, soit des nuits de 4 heures. Vous conviendrez avec moi que c'est particulièrement court. Elle s'engage aussi à diminuer de 30% le nombre de personnes impactées. Mais nous n'avons pas les mêmes chiffres. Dans les documents de dépôt du permis, on parle de 15.000 personnes qui seraient impactées, mais vous savez que toutes les études, tant francophones que flamandes, d'ailleurs, déterminent que 220.000 personnes souffrent des nuisances aériennes. Avec des répercussions importantes, chez certains, en matière de santé. Cela ne va donc pas du tout dans le sens de ce que nous défendons avec acharnement depuis tant d'années à Woluwe-Saint-Pierre, et c'est la raison pour laquelle nous proposons d'introduire un recours contre cette décision. C'est un recours devant un conseil flamand qui doit être introduit dans les 15 jours de la publication du permis. Nous sommes bien sûr dans les délais. Nous avons un cabinet habituel qui nous épaula depuis tant d'années dans le problème du survol, mais nous avons pris pour ce problème du permis un avocat néerlandophone spécialisé dans ces matières. Il a d'ailleurs introduit une réclamation de 47 pages extrêmement détaillée auprès de la région flamande. Nous avons conférence des Bourgmestres demain, mais actuellement, 3 communes voisines, à savoir Boitsfort, Auderghem et Woluwe-Saint Lambert ont décidé de se joindre à ce recours. Je pense qu'il y en a d'autres, dont Schaerbeek, mais en tout cas pour les 3 dont je viens de parler, on va faire un recours commun puisqu'on prend le même avocat pour mutualiser les coûts avec ces 3 communes et peut-être d'autres".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

23.04.2024/A/0020 **CC - Interpellation - "Impact des travaux du carrefour Leonard sur Woluwe-Saint-Pierre" (M. Jonathan de PATOUL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Impact des travaux du carrefour Leonard sur Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre, Alors que la situation concernant la mobilité suite à des travaux au niveau du carrefour Leonard était compliquée, une nouvelle phase des travaux a été lancée par les autorités flamandes. À partir du 16 avril et jusque fin octobre, le tourne-à-droite vers Waterloo depuis Auderghem sera fermé suite à la découverte de problèmes de stabilité dans les tunnels. Ceci rajoute une couche à la phase de travaux déjà en cours (passage à une bande pour tourner à droite vers la E411 depuis Zaventem) et qui fait suffoquer plusieurs communes, dont certains endroits de Woluwe-Saint-Pierre sous les embouteillages. D'après mes informations, aucun plan de mobilité ni de mesures d'accompagnement n'ont été prévus par les autorités flamandes et la Ministre Open VLD de la mobilité. Face à l'ampleur des embouteillages et à la difficulté des accès, le Siamu et les pompiers auraient déjà averti qu'ils ne sont plus en capacité d'intervenir en cas d'accident. DÉFI plaide pour une suspension temporaire des travaux et l'élaboration d'un plan de mobilité adapté ainsi que des mesures d'accompagnement. Également pour la mise en place urgente d'une réunion de concertation rassemblant tous les acteurs concernés : la police, les communes impactées, les sociétés de transport, les Régions et les services de secours. La 6^{ème} réforme de l'État prévoyait la mise en place d'une communauté métropolitaine pour, entre autre, discuter et organiser la mobilité autour de Bruxelles. C'est aujourd'hui une coquille vide, DÉFI a été le seul parti francophone à refuser cette 6^{ème} réforme de l'État, nous avons raison. Monsieur le Bourgmestre, par rapport à ces travaux au carrefour Leonard, quels impacts directs y a-t-il sur notre commune ? Avez-vous eu des contacts avec les autres communes concernées et la Région ? Avez-vous demandé une réunion de concertation en urgence aux autorités flamandes ?" ;

2. l'intervention de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;
3. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"Depuis votre question, les choses ont un peu évolué. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a un parfait alignement des communes du sud : Boitsfort, Auderghem, Saint-Pierre, Saint-Lambert, Kraainem et nous-mêmes. Nous avons eu plusieurs réunions : l'une physique au carrefour Léonard même le 12 avril, dans les container de chantier et d'autres, en visio conférence par la suite.

Je ne reviendrai pas sur la polémique concernant les concertations et l'information entre les régions dans ce dossier. Je ne suis ni membre du gouvernement flamand, ni membre du gouvernement bruxellois. Ce que je peux dire, c'est que la commune n'a été informée de la fermeture du tourne-à-droite que le 9 avril, alors que la région flamande est au courant depuis le premier février des travaux supplémentaires, dont elle n'était pas au courant, et qui impliquent -prétendument- la fermeture du tourne-à-droite vers Waterloo. Vous conviendrez avec moi qu'entre le premier février et le début du mois d'avril, il y a un laps de temps qui aurait permis d'informer, à tout le moins, toutes les communes dont j'ai fait mention et qui sont les plus concernées et les plus impactées par cette problématique.

Alors, nous sommes venus avec une proposition de solution validée par nos services techniques, parce que nous pensons que des véhicules de moins de 3,5 tonnes pourraient encore passer sur le tourne-à-droite en laissant un espace de plus de 2 mètres entre le mur du tunnel et le début de la voirie qui serait réservée aux véhicules

légers et que cela ne devrait pas mettre à mal la stabilité du tunnel. Mais, vous savez les réponses qu'on a obtenues par rapport à cette proposition ? Rien. Je m'attendais à ce qu'un ingénieur détermine de façon contradictoire avec les gens de chez nous si notre proposition était valide, ce qui permettrait quand même de solutionner grandement le problème. Mais cette info ne vient pas.

Auderghem a en effet introduit un recours devant le tribunal de première instance en extrême urgence. Nous attendons le verdict le plus rapidement possible, dans le mois. Mais il est possible que la réponse arrive dans le courant de la semaine, au plus tôt.

Niveau trafic, je reçois énormément de plaintes. On se tourne toujours vers le Bourgmestre quand y'a quelque chose qui ne va pas. On n'écrit pas à Bruxelles Mobilité ou au gouvernement flamand. On se tourne vers le Bourgmestre. On m'accuse même parfois de ne pas prendre de mesure mais comment voulez-vous que je prenne des mesures par rapport à cette situation ? Mais aujourd'hui, il est vrai que les automobilistes utilisent toute une série de déviations au travers de nos quartiers, et donc nous sommes très impactés au niveau de quartiers tels que le Putdael, ou encore l'avenue des Dames blanches, l'avenue des Grands Prix, ou l'avenue Urban-Madoux. Il y a aussi des habitants du Chant d'Oiseau qui m'écrivent en disant que c'est infernal, et c'est vrai dans toutes les communes. Mes collègues vous diront exactement la même chose. Les automobilistes percolent à travers nos quartiers.

Jusqu'à présent, on a rien obtenu des nombreuses demandes formulées par les communes et la région bruxelloise. C'est désespérant.

On avait notamment demandé que l'avenue de Tervueren qui est rétrécie à une bande de circulation soit réouverte sur 2 bandes pour créer plus de fluidité et notamment faciliter le tourne-à-droite vers le carrefour Léonard. On nous a dit oui, poliment, mais je dois bien constater que ce n'est pas encore réalisé aujourd'hui et on a envoyé un courrier de mise en demeure pour demander que ce soit fait. Deuxièmement, nous avons gentiment demandé s'ils essaient de rétrécir au maximum le délai, en travaillant 7 jours sur 7. Ils nous expliquent qu'ils ne peuvent travailler que la nuit pour des raisons de sécurité, et je ne peux en juger, ils ne travaillent donc que la nuit, mais pas les nuits des week-end. Où va-t-on ? Nous, on a refait la petite chaussée de Stockel, soit rien à voir avec l'ampleur du chantier dont on parle, nous l'avons fait en 16 heures par jours, en 2 shift, en ce compris le week-end, pour éviter le maximum de désagréments à nos habitants et au commerçants. Le carrefour Léonard, c'est 100.000 voitures par jour ! Et là, on ne travaille pas le week-end, on rentre chez soi.

On a aussi été très surpris d'être saisi, au même moment, d'une demande d'un autre organisme flamand -manifestement ces gens ne se parlent pas beaucoup- de fermeture de 2 bandes de l'avenue de Tervueren pendant 15 jours pour installer la fameuse passerelle de l'avenue de Tervueren qui traîne depuis le mois de mars. Si elle avait été installée dans les délais, aurait été installée bien avant les problèmes du carrefour Léonard. Cela n'a pas été fait pour de sombres raisons, on entend tout à ce sujet, en tout cas, maintenant, elle ne va pas être installée tant que les ennuis et les travaux ne seront pas terminés au carrefour Léonard, au risque d'ajouter du chaos au chaos. C'est dommage, mais on en est là.

Sur les alternatives train/bus, ça doit se préparer. Je comprends que la SNCB ne puisse pas adapter ses horaires du jour au lendemain. Idem pour les bus, dont certains sont souvent aussi bloqués dans les embouteillages. Tout cela été fait dans l'impréparation la plus totale. On espère que dans les prochains jours, les choses évoluent positivement, mais voilà l'état de la situation telle que vous me la demandez".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Helmut De Vos quitte la séance / verlaat de zitting.

Willem Draps quitte la séance / verlaat de zitting.

CC - Interpellation - "Signalisation "50 km/h" au début de l'avenue des Grands Prix " (Mme Sophie BUSSON)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Signalisation « 50 km/h » au début de l'avenue des Grands Prix """, inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Sophie BUSSON, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Sophie BUSSON, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur l'Echevin de la mobilité,

Le 7 Avril, nous avons constaté avec étonnement qu'un panneau de signalisation limitant la vitesse à « 50km/heure » avait été ajouté au début de l'avenue des Grands Prix, à l'entrée de Woluwe-Saint-Pierre en venant de l'avenue baron d'Huart.

Or, depuis fin 2020 début 2021, la vitesse y était limitée à 30 km/h.

Ce changement de limitation de vitesse, passant ainsi de 30 à 50km/h, nous interpelle à plusieurs égards.

- Dans son avis sur la « ville 30 » pris il y a 4 ans, en avril 2020, le Collège de Woluwe-Saint-Pierre demandait explicitement de passer cette voirie en zone 30, comme le proposait la Région.
- La vitesse « 30 km/h » nous semble être une décision justifiée et importante en matière de sécurité routière, vu la proximité de plusieurs écoles et de nombreux élèves empruntant cet itinéraire, la proximité du centre sportif, la présence de l'arrêt « Bouleaux » du bus 36 de la STIB, la zone commerçante de Stockel et le marché à proximité ainsi que la connexion Stockel/Saint Alix que constitue l'avenue des Grands Prix.
- Cela nous semble également justifié vu que l'avenue des Grands Prix est bordée tout du long d'une piste cyclable, accolée à la bande circulante qui n'est pas très large.
- Des riverains de l'avenue des Grands Prix se plaignent déjà du non-respect de la vitesse 30 dans leur rue.
- Ce changement, sur une si courte distance, n'a pas vraiment de sens en termes de gain de temps pour les automobilistes, vu qu'il ne s'applique que sur à peine 300m, la zone de basses émissions étant signalée au rond-point suivant.
- Enfin, placer un 50 km/h en entrée de ville peut avoir du sens si la voirie en amont est à 70, car du coup il faut passer à 50 avant d'atteindre le 30. Mais si à Kraainem la voirie est déjà à 50 voire 30 alors ça n'a pas de sens.

Pour notre groupe ECOLO-GROEN, cette décision nous paraît donc aller à l'encontre du bon sens.

C'est pourquoi, nous aimerions vous poser les questions qui vont suivre.

Nous profitons de l'occasion pour rappeler que les riverains de l'avenue Baron d'Huart résidents sur notre commune à proximité du rond-point Baron d'Huart X Grand Prix, à la jonction entre Kraainem et Woluwe-Saint-Pierre, se plaignent régulièrement du non-respect de la vitesse réglementaire en agglomération bruxelloise et sont d'avis qu'il conviendrait de mieux indiquer aux usagers de la route qu'ils entrent dans une zone où le 30km/h est d'application. L'ajout d'un panneau explicite, sur l'avenue Baron d'Huart, est une demande des riverains et serait de nature à mieux informer les usagers ;

Questions posées au Collège des Bourgmestres et Echevins :

Voici donc nos questions, concernant l'installation du panneau « 50 km/h ».

- Quelles sont les raisons de cette décision et qui a pris l'initiative de ce changement ?
- L'avis sur la ville 30 avait été pris en Collège. Cette décision-ci a-t-elle fait l'objet d'une décision de Collège ?
- Ce changement a-t-il été concerté avec les riverains ?
- Si des questions de cohérence avec Kraainem se posent, comme nous avons pu le lire sur les réseaux sociaux, n'y a-t-il pas lieu plutôt d'appliquer le 30km/h sur les deux tronçons de l'avenue des Grands Prix, jusqu'au rond-point, afin que le passage à 50km/h se fasse en sortant de Bruxelles ?

En espérant que le 30 km/h puisse revenir rapidement sur l'avenue des Grands Prix, je vous remercie d'avance pour vos réponses".

2. l'intervention de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;
3. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Alexandre PIRSON, é chevin :

- "La signalisation d'agglomération de Ville 30, installée en région Bruxelloise, commence avenue des Grands Prix 37, c'est-à-dire juste après le rond-point de l'avenue François Peeters ;
- Le tronçon de l'avenue des Grands Prix, situé entre l'avenue Baron Albert d'Huart et l'avenue François Peeters, est à cheval sur la commune de Kraainem et celle de Woluwe-Saint-Pierre. La signalisation zonale doit être cohérente, et sur Kraainem, la signalisation zonale indique une limitation de vitesse d'agglomération à 50 km/h ;
- L'ancienne signalisation zonale côté Woluwe-Saint-Pierre indiquait une limite de 30 km/h, ce qui fait que la signalisation était contradictoire d'un côté à l'autre de l'avenue (zone 30 d'un côté, zone 50 de l'autre). De ce fait, les deux signalisations s'annulaient légalement. Conclusion : à défaut de signalisation applicable, c'est la règle de base qui s'imposait : sur cette route avec berme centrale, la limitation légale réelle était de 70 km/h.

Néanmoins, ces dernières semaines nous avons eu un retour de la commune de Kraainem et nous avançons sur le dossier afin d'harmoniser les vitesses à 30 km/h des deux côtés de la rue".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

23.04.2024/A/0022 **CC - Interpellation - "Accès des asbls communales aux marchés publics de la commune" (Mme Cathy VAESSEN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Accès des Asbls communales aux marchés publics de la commune"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre, Je souhaite aborder une question importante concernant l'accès des associations et des asbls communales aux marchés publics établis par notre commune. Ces organismes, bénéficiant d'un soutien financier communal, pourraient (si ce n'est déjà le cas formellement) grandement bénéficier d'une participation active à ces marchés publics en bénéficiant de prix plus attractifs pour des biens et services

sourcés davantage localement et durablement : matériel et consommables pour les événements, fournitures de bureau, outils de jardinage, transports de personnes non réguliers, services de traduction etc. ;

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

- Les asbl communales, associations et autres organismes soutenus financièrement par la commune ont-ils tous accès aux marchés publics établis par celle-ci ? Si pas, pourquoi ?
- Si oui, comment la commune assure-t-elle la diffusion d'informations concernant ces marchés à ces entités ? Toutes ces entités reçoivent-elles une circulaire détaillant les marchés disponibles ? Ont-elles un accès à une section dédiée sur le site internet de la commune répertoriant ces opportunités ?
- Quel est le taux de participation actuel de ces organismes aux marchés publics de la commune ? Comprendre dans quelle mesure ces entités tirent parti de cette possibilité pourrait nous aider à identifier d'éventuels obstacles ou défis qui pourraient entraver leur engagement dans ces processus." ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, Bourgmestre :

"Je vous remercie pour votre question.

Globalement, nous n'établissons pas encore de marchés conjoints avec les asbl communales, associations et autres organismes soutenus financièrement par la commune mais une réflexion est en cours. Si une asbl communale, associations ou autre organisme soutenu financièrement par la commune souhaite faire partie de nos marchés, l'administration communale est tout à fait partante. Je dis « globalement » parce qu'il existe une exception : nous avons en effet déjà deux marchés conjoints avec l'asbl Cap Famille. Preuve que la volonté est là et que c'est possible.

Il faut néanmoins avoir conscience des éléments qui expliquent que nous n'ayons pas pléthore de marchés conjoints.

Mutualiser un marché augmente l'estimation dudit marché et de ce fait complexifie la procédure. Cela la rend moins attractive pour nos asbl. Ainsi, il y a des asbl qui souhaitent ne pas participer à des marchés conjoints afin de rester dans des montants moins élevés, et donc dans des procédures plus légères permettant de choisir les fournisseurs, prestataire de services ou entrepreneurs contactés.

Les procédures de marchés auxquelles la commune est tenue sont aussi souvent réputées beaucoup plus contraignantes que celles des asbl. À choisir, beaucoup d'entre elles privilégient sans hésiter le fait de mener leurs appels d'offre en complète autonomie.

Enfin, mener des marchés conjoints rend aussi l'ensemble de la procédure plus laborieuse dans la mesure où il faut bien prendre en compte les besoins des uns des autres, et qu'il y a aussi des modalités budgétaires à gérer ensuite entre les parties.

Il n'y a cependant pas que par les marchés conjoints que l'on peut aider nos asbl. Notre responsable Marchés Publics a en effet donné des formations à quelques asbl et transmis des documents types afin de les aider dans leurs futurs marchés. Ils ont toutes ses coordonnées en cas de questions. Le responsable Marchés Publics a même proposé de relire leurs documents lors du lancement de leurs marchés s'ils en avaient besoin. Et c'est le cas !

La Région, via Bruxelles Pouvoirs locaux, organise actuellement une formation spécifique aux asbl communales. Et ces asbl ont aussi accès aux formations dispensées par deux de nos agents communaux dans le cadre du GTI Marchés Publics. On ne peut donc pas dire qu'on ne s'en soucie pas.

Et, enfin, le service Marchés Publics de l'administration tient un tableau de bord à jour, reprenant l'ensemble de nos marchés par années. Nous pouvons bien entendu le

rendre disponible afin que les asbl voient si certains marchés pourraient les intéresser".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Christophe De Beukelaer entre en séance / treedt in zitting.

Philippe van Cranem quitte la séance / verlaat de zitting.

Georges Dallemagne quitte la séance / verlaat de zitting.

23.04.2024/A/0023 **CC - Interpellation - "Ensemble, rendons nos commerces accessibles à tous !"**
(Mme Cathy VAESSEN)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Ensemble, rendons nos commerces accessibles à tous !"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"M. Le Bourgmestre, M. l'Echevin de la vie économique, M. l'Echevin de l'urbanisme, Ma dernière interpellation concernant l'accessibilité de la maison communale a suscité un vif intérêt des personnes concernées par la problématique. Celles-ci m'ont dit être contentes des aménagements que vous avez prévus (voir pour certains que vous avez déjà réalisés dans l'intervalle). Ils m'ont suggéré des aménagements additionnels pour la maison communale que je vous ferai parvenir par email : ce n'est pas l'objet de mon interpellation. Je souhaiterais cette fois, à leur demande, attirer votre attention sur une question cruciale qui touche à l'accessibilité aux commerces situés sur notre commune pour les personnes à mobilité réduite (PMR), les parents avec poussettes et les personnes âgées. Avec le vieillissement de la population, nous constatons une augmentation significative du nombre de personnes âgées, ce qui rend d'autant plus pressante la nécessité d'adapter nos espaces publics pour garantir l'inclusion de tous. Actuellement, la région Bruxelloise offre une prime aux entreprises pour l'installation d'équipements facilitant l'accessibilité (<https://economie-emploi.brussels/prime-transition-accessibilite>), mais cette aide n'est accessible qu'à condition que le coût des travaux soit d'au moins 1000 euros. Or, une rampe d'accès a par exemple un coût moyen variant entre 250 et 350 euros, ce qui ne permet pas de bénéficier de l'aide précitée. Bien que l'article 22 ter de notre constitution impose depuis 2021 que "chaque personne en situation de handicap a le droit à une pleine inclusion dans la société, y compris le droit à des aménagements raisonnables", il est interpellant de constater qu'à ce jour, d'après mes sources, plus de 200 commerces dans notre commune demeurent inaccessibles aux personnes à mobilité réduite. Il est ainsi particulièrement regrettable de constater que certains lieux d'importance vitale, tels que le point poste de la place Dumon, demeurent inaccessibles malgré leur fonction essentielle : bien que des rampes aient été acquises, celles-ci se révèlent inadaptées aux PMR, mettant en péril leur sécurité en raison de leur étroitesse et de leur conception inappropriée. Par ailleurs, je constate à ce propos, que la commune n'offre actuellement aucune aide financière - par exemple par le biais d'une prime communale - destinée à rendre nos commerces accessibles à tous ;

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

- Est-ce que la commune envisage de mettre en place un service de consultation ou d'assistance technique pour aider les commerces à identifier les améliorations nécessaires pour rendre leurs locaux accessibles, en collaboration avec des experts en accessibilité ?
- Prévoyez-vous ou envisagez-vous d'organiser des sessions de formation sur l'accessibilité pour les propriétaires et le personnel des commerces, en invitant les personnes concernées, dans le but de créer des liens et de combattre les stéréotypes ? L'objectif étant d'améliorer l'accueil et le service aux clients à mobilité réduite, ainsi que de promouvoir les normes et bonnes pratiques en matière d'accessibilité ?
- La commune prévoit-elle de lancer des campagnes de sensibilisation visant à sensibiliser les commerçants et les citoyens à l'importance de l'accessibilité pour tous, incluant des événements, des publications dans les médias locaux et des campagnes sur les réseaux sociaux ?
- Que pensez-vous de proposer un subside communal compris entre 100 à 350 EUR pour financer l'achat par nos commerces de rampes d'accès permettant un accès sécurisé pour les PMR (avec une procédure administrative simple) ?
- Est-il envisagé d'instaurer un programme de certification d'accessibilité pour les commerces respectant certaines normes, offrant ainsi des avantages tels que la promotion par la commune ou des réductions sur les taxes foncières ?
- Que pensez-vous d'instaurer une taxe communale pour les commerces qui refusent de devenir accessibles aux PMR sans raison valable, dont les fonds récoltés pourraient être alloués au financement des aménagements permettant un tel accès ?
- Dans le cadre de rénovations de commerces nécessitant un permis d'urbanisme, comment tenez-vous compte de la réglementation en matière d'accessibilité pour les PMR ?
- Quelles actions concrètes prévoyez-vous à votre échelle pour remédier à l'inaccessibilité de lieux publics essentiels, tels que le point poste de la place Dumon ?
- Avec l'arrivée du beau temps, les terrasses de café/restaurant émergent sur les voiries, mais certaines ne sont pas alignées avec le trottoir, créant de nouveaux obstacles. Comment prévoyez-vous de remédier à cette nouvelle forme de discrimination ?" ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin :

"Chère Madame Vaessen, je vous remercie pour cette interpellation à laquelle je vais répondre en ma qualité d'échevine des personnes en situation de handicap. Nous sommes pleinement d'accord : un bâtiment accessible, un commerce accessible, une ville accessible, c'est l'une des bases du vivre ensemble. Avec mes collègues, nous en sommes pleinement convaincus.

Alors on peut voir le verre à moitié vide et cibler tout ce qui ne va pas. Personnellement, je préfère le voir à moitié plein et vous rappeler que sous cette mandature, en 2 ans à peine, la commune a reçu 2 belles récompenses pour sa politique en matière d'accessibilité : 1/ le prix décerné par CAP 48 RTBF au mois d'avril 2023 et 2/ le label Handycity qui vient de nous être attribué pour la 3e mandature consécutive. Dans les 2 cas, ce sont des jurys indépendants qui sont venus à WSP visiter nos infrastructures et sillonner nos rues. Il y a aussi eu un travail d'audit effectué par des experts du secteur du handicap qui nous ont félicités pour notre engagement et nos avancées en matière d'inclusion et d'égalité des chances pour les personnes en situation de handicap dans notre commune. Et ce, au cours d'une législature jalonnée de crises diverses (covid, Ukraine, énergies, etc.), ne l'oublions pas.

Alors, certes, il reste encore du travail à réaliser pour que notre société soit pleinement

inclusive. Mais ce que je retiens avant tout, c'est que nous comptons parmi les meilleurs élèves de la Région bruxelloise depuis quelques années déjà.

Concernant le sujet qui nous occupe ce soir, à savoir une meilleure accessibilité des PMR aux commerces de la commune, je vais répondre point par point à vos questions en me basant, pour les aspects plus techniques, sur les éléments de réponse qui m'ont été communiqués par les services de l'urbanisme et de la vie économique.

Monsieur le président, je serai peut-être un peu longue, mais madame Vaessen me pose 6 questions et je tiens à répondre le plus précisément possible à chacune d'entre elles.

- Que pensez-vous de proposer un subside communal compris entre 100 à 350 EUR pour financer l'achat par nos commerces de rampes d'accès permettant un accès sécurisé pour les PMR (avec une procédure administrative simple) ?

En m'étant rendue sur le terrain le 22 février dernier et en ayant discuté avec quelques commerçants sur l'investissement pécuniaire à consentir pour une rampe, je puis vous dire que les 200 EUR qu'elle coûte ne représentent aucunement un frein à son achat ! Ce sont surtout des freins liés à des aspects techniques...

Comme l'avait déjà rappelé l'échevin Antoine Bertrand à madame Dejonghe lors d'une interpellation en octobre 2023, la région bruxelloise propose des primes aux commerçants. Au niveau communal, nos budgets sont très serrés, et le seront encore davantage demain. Notre rôle est plutôt d'inviter nos commerçants à tirer parti de ces opportunités régionales pour améliorer l'accessibilité de leurs établissements. Ici, l'on parle d'un investissement de +/- 200 EUR qu'ont déjà fait pas mal de nos commerçants. Personnellement, je préfère les sensibiliser pour les convaincre de l'utilité de ce petit investissement. L'accessibilité doit devenir une évidence, un réflexe. C'est lorsque chacun sera convaincu de son importance que la société pourra évoluer vers 100% d'inclusion.

- Est-il envisagé d'instaurer un programme de certification d'accessibilité pour les commerces respectant certaines normes, offrant ainsi des avantages tels que la promotion par la commune ou des réductions sur les taxes foncières ?

C'est une idée à creuser ... Je ne pense pas qu'elle ait été investiguée par les services jusqu'à présent... Voici peut-être un dossier pour la prochaine mandature...

- Que pensez-vous d'instaurer une taxe communale pour les commerces qui refusent de devenir accessibles aux PMR sans raison valable, dont les fonds récoltés pourraient être alloués au financement des aménagements permettant un tel accès ?

Non, l'idée est d'inciter les commerçants, pas de les punir... Encore moins à une époque où les crises successives les ont fragilisés ... Entre nous, je n'ai jamais entendu de retours selon lesquels un commerçant aurait refusé de rendre son commerce accessible. Même lorsqu'il a invoqué des raisons techniques, le commerçant était de bonne volonté et plutôt partant !

- Dans le cadre de rénovations de commerces nécessitant un permis d'urbanisme, comment tenez-vous compte de la réglementation en matière d'accessibilité pour les PMR ?

Je pense qu'il est important de souligner qu'à WSP, avant qu'il n'y ait toutes les normes légales en matière d'accessibilité, la commune avait déjà cette sensibilité lorsqu'il s'agissait d'une demande de modification de façade, par exemple. On imposait déjà des normes strictes ! Aujourd'hui, le règlement régional d'urbanisme - le RRU - s'applique à toute nouvelle demande de permis d'urbanisme, dont son titre

IV qui concerne l'accessibilité des bâtiments par les personnes à mobilité réduite. La réglementation en matière d'accessibilité des PMR est donc bien prise en compte suivant ce règlement tant dans les équipements publics que dans les constructions neuves ou existantes. Chaque nouvelle demande de permis est, en outre, rigoureusement analysée par le service de l'urbanisme sous cette loupe.

- Quelles actions concrètes prévoyez-vous à votre échelle pour remédier à l'inaccessibilité de lieux publics essentiels, tels que le point poste de la place Dumon ?

Entre vous et moi, le point Poste est accessible. Lors de notre visite de la place Dumon, nous nous sommes expressément arrêtés devant ce point poste et son responsable nous a montré le dispositif qu'il avait acheté pour permettre aux personnes en chaise, notamment, d'accéder au magasin. Le seul petit hic à mon humble avis, c'est qu'il n'y a pas de sonnette et que rien n'indique que ce dispositif existe. Il est, en effet, sorti lorsqu'un client potentiel en a besoin. Nous en avons fait part au responsable. On verra s'il améliore la signalétique comme nous le lui avons suggéré.

- Avec l'arrivée du beau temps, les terrasses de café/restaurant émergent sur les voiries, mais certaines ne sont pas alignées avec le trottoir, créant de nouveaux obstacles. Comment prévoyez-vous de remédier à cette nouvelle forme de discrimination ?

Lorsqu'un gestionnaire HORECA fait la demande de l'extension de sa terrasse, il doit répondre à toute une série de critères, dont deux qui nous intéressent ici :

- d'une part, il doit laisser un passage libre au minimum d'1,5 m de large sur le trottoir (en vertu du RRU). Si ce n'est pas respecté, un agent assermenté peut lui infliger une SAC pour obstruction à la commodité de passage sur la voie publique. A cela vient s'ajouter l'article 58 du Règlement général de police qui prévoit une obligation de tout enlever à la première réquisition de la police/agent habilité. Si l'exploitant n'obtempère pas, le mobilier peut être enlevé à ses frais, risques et périls, et l'autorisation d'étendre sa terrasse peut lui être enlevée. A ce jour, 3 plaintes ont été enregistrées et les commerçants ont levé l'entrave dès la première remarque des services communaux ;
- d'autre part, il doit limiter la hauteur de l'éventuel plancher au strict minimum nécessaire pour assurer une continuité en plain-pied avec le trottoir. Si ce n'est pas le cas et que l'exploitant ne rectifie pas la situation après la plainte, il peut y avoir retrait de l'autorisation donnée par le bourgmestre. Aucun cas ne nous a été signalé jusqu'à présent.

Je pense avoir été complète, Madame Vaessen. Comme vous l'avez certainement perçu, c'est un sujet éminemment transversal. L'ensemble de mes collègues et l'administration y sont sensibilisés. Chacun, au cœur de ses dossiers, a cette attention toute particulière pour améliorer l'accessibilité de toutes et tous à la vie de la cité. Car nous avons à cœur de construire, ensemble, une société toujours + inclusive, toujours + solidaire, toujours + juste ! Telle est notre mission !"

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.